

## L'apaisement, oui, mais sous d'autres latitudes

**SALIM METREF**



## Aux temps de Maurice Audin

**DJAMEL LABIDI**

**CLINIQUES PRIVÉES**  
**Entre promesse de progrès et bombe à retardement sanitaire ?**

**NABIL MATI**

**L'ACTE DE GESTION SOUS SUSPICION**  
**Réflexion sur un malaise juridique algérien**

**BOUDINA RACHID**

**L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE**

**Quand le blocus d'Ormuz renforce la puissance énergétique américaine**

**KHIDER MESLOUB**



**L'ESSENCE SUBSTANTIELLE ET LE DESTIN DE L'HUMANITÉ D'Artémis**  
**Il au détroit d'Ormuz**

**MEDJDOUB HAMED**



**«Les nazis cachait leurs crimes. Israël les revendique»**

**LAALA BECHETOULA**



P. 4 à 9



Iran/Etats-Unis

Des «progrès» mais pas encore d'accord formel

**Vendredi, 91<sup>e</sup> jour de l'agression américano-sioniste contre l'Iran. Les pourparlers indirects entre l'Iran et les Etats-Unis n'ont pas encore abouti à un accord formel, malgré les «progrès considérables» évoqués, jeudi, par le vice-président américain JD Vance.**

Mohamed Mehdi

Des sources américaines ont confirmé à Al Jazeera que les négociateurs américains et iraniens s'étaient entendus sur un cadre pour une prolongation du cessez-le-feu de 60 jours, mais que l'accord attend l'approbation de Donald Trump.

De son côté, le président iranien, Massoud Pezeshkian, a réitéré ses récentes assurances que l'Iran ne cherche pas à développer l'arme nucléaire, rappelant la responsabilité d'Israël de l'instabilité régionale.

A noter que jeudi les États-Unis et l'Iran se sont de nouveau affrontés, par des échanges de tirs qui ont failli faire dérailler les fragiles efforts visant la fin de la guerre ou, tout au moins, du prolongement du cessez-le-feu en cours. C'est ce qui fait dire au président du Parlement iranien que Téhéran ne croit «ni aux garanties ni aux déclarations de l'autre partie» dont seul le «comportement est notre seul critère».

«Nous obtenons les concessions non pas par le dialogue, mais par les missiles. Nous n'avons aucune confiance dans les garanties et les paroles, seuls les comportements sont le critère. Aucune action ne sera entreprise avant l'action de la partie adverse», a déclaré Muhammad Baqir Ghalibaf dans un message sur X. «Le vainqueur de tout accord est celui qui, dès le lendemain, s'y prépare mieux pour la guerre», a-t-il ajouté.

LA SITUATION  
DANS LE DÉTROIT D'ORMUZ  
DEMEURE «CRITIQUE»

Dans sa dernière note d'information, publiée jeudi, l'organisation britannique chargée des opérations commerciales maritimes (UKMTO) a indiqué que le niveau de la menace dans le détroit d'Ormuz demeure «critique», constatant que le trafic dans cette stratégique voie de navigation reste réduit.

«Le trafic dans le détroit d'Ormuz reste considérablement réduit, aucun incident lié à la sécurité n'ayant été signalé ces dernières 48 heures», précise la note, ajoutant que le «minage dans et à proximité du poste de séparation du trafic (TSS) demeure une menace, et (que) les interférences GNSS sont constantes».

L'organisation a également abaissé son évaluation de la menace dans le golfe d'Oman, qui passe de «critique à grave en raison de la diminution de l'activité cinétique soutenue», soulignant que la persistance des «perturbations de la navigation» avec un «potentiel d'escalade rapide» et que «le risque d'attaque ou d'erreur d'appréciation demeure élevé».

A propos des tendances du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, l'UKMTO a relevé le transit de 10 navires durant les journées de mercredi (7) et jeudi (3), contre une moyenne de 138 navires/jour avant l'agression américano-sioniste contre l'Iran.

Même constat pour Bab el-Mandeb où «66 navires ont transité au cours des dernières 48 heures», affirme encore l'organisation, précisant que cela reste «toujours inférieur au niveau de référence d'avant 2023 (début du génocide israélien à Ghaza, ndlr)».

LIBAN : «15 ENFANTS TUÉS ET 62 BLESSÉS LA SEMAINE DERNIÈRE», AFFIRME L'UNICEF

Au Liban, avec une flagrante complicité américaine, garant du «cessez-le-feu», l'armée génocidaire sioniste continue de bombarder les populations civiles libanaises dans plusieurs régions du pays faisant des dizaines de martyrs et de blessés, dont au moins 77 enfants durant la semaine écoulée. L'UNICEF a déclaré, hier, que «15 enfants ont été tués et 62 autres ont été blessés au Liban ces sept derniers jours».

L'agence onusienne pour l'enfance a qualifié ces chiffres d'«alarmants» et a souligné que, conformément au droit international humanitaire, les enfants doivent être protégés en toutes circonstances, même en cas de conflit. «D'après le ministère libanais de la Santé publique, 77 enfants auraient été tués ou blessés rien que la semaine dernière», a déclaré Ricardo Pires, porte-parole de l'UNICEF, lors d'une conférence de presse à Genève. 77 victimes parmi les enfants, «cela représente en moyenne 11 enfants toutes les 24 heures. Nous savons que la grande majorité de ces enfants ont été touchés par les frappes aériennes dans le sud du Liban. Hier encore, 7 enfants ont été tués et 30 blessés», a-t-il ajouté.

Jeudi, un policier est tombé en martyr dans une attaque d'un drone israélien dans la ville d'Aabba, dans le gouvernorat de Nabatieh, rapporte l'Agence nationale d'information libanaise (ANIL).

Dans la même journée, le ministère libanais de la Santé a annoncé qu'une frappe israélienne au sud de Beyrouth avait tué une femme et deux enfants. «La frappe ennemie israélienne sur la ville de Choueifat a fait trois martyrs, dont une femme et son bébé, ainsi qu'un enfant de nationalité syrienne. Quinze personnes ont été blessées, dont trois enfants et cinq femmes», a indiqué le ministère dans un communiqué.

Aïd El-Adha

Tebboune échange les vœux avec son homologue turc

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu, jeudi, un entretien téléphonique avec son frère, le président de la République de Turquie, pays frère, au cours duquel ils ont échangé les vœux, souhaitant davantage de stabilité, de progrès et de prospérité aux deux peuples frères, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu,

ce jour, un entretien téléphonique avec son frère, M. Recep Tayyip Erdogan, président de la République de Turquie, pays frère, au cours duquel ils ont échangé les vœux à l'occasion de l'Aïd El-Adha, souhaitant davantage de stabilité, de progrès et de prospérité aux deux peuples frères", précise le communiqué.

Lors de cet entretien téléphonique, les deux présidents ont évoqué les voies et moyens de "soutenir et de renforcer la coopération entre les deux pays dans di-

vers domaines, notamment à la suite de la récente visite effectuée par Monsieur le président de la République en Turquie et des perspectives prometteuses qu'elle a ouvertes en vue du renforcement du partenariat stratégique et du développement d'une coopération exemplaire entre les deux pays frères". Les deux présidents ont saisi cette occasion bénie pour adresser leurs vœux de "bonheur et de bien-être à l'ensemble de la Nation islamique", selon la même source.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Les Accords d'Abraham : religion en façade, stratégie en coulisses

Sur le papier, tout semblait presque noble : dialogue, coexistence, coopération, paix régionale... Qui pourrait s'opposer à cela ? Le mot «Abraham» lui-même n'a pas été choisi au hasard. Il convoque l'image du prophète commun. Il rassure. Il enveloppe le projet dans une sorte de parfum spirituel. Une fraternité religieuse vendue aux télévisions du monde entier comme un miracle diplomatique.

Mais derrière les caméras... derrière les poignées de main forcées et les sourires calibrés, beaucoup, dans le monde arabe et musulman, ont vu autre chose. Une normalisation accélérée. Une architecture politique pensée à Washington, applaudie à Tel-Aviv, puis imposée à une région déjà épuisée par les guerres, les fractures confessionnelles et les dépendances économiques.

Ces accords ne sont pas nés d'un élan populaire. Aucun peuple arabe ne s'est réveillé un matin en réclamant un rapprochement stratégique avec l'entité sioniste pendant que Ghaza étouffait sous les bombes. Les régimes, eux, avaient d'autres calculs : sécurité des trônes, protection américaine, contrats militaires, technologies, enseignements, influence régionale. Le vieux pacte, en réalité, est simple : protection contre obéissance. L'histoire du Moyen-Orient est pleine de ce genre de marchés. Les Britanniques l'ont fait après la chute de l'Empire ottoman. Les Français aussi, à leur manière. Puis les Américains ont repris le flambeau après 1945. Ce qui change aujourd'hui, c'est la brutalité assumée du rapport de force.

Donald Trump, lui, n'a même pas pris la peine d'habiller cela avec le langage prudent des diplomates classiques. Il désignait publiquement les pays appelés à rejoindre le processus, presque comme on dresse une liste de présences. Ce n'était plus une invitation... c'était une ligne stratégique américaine. Au milieu de tout cela, il y a l'Arabie saoudite. Le verrou symbolique. La pièce maîtresse.

Depuis des années, Riyadh avance entre deux murs qui se rapprochent dangereusement : d'un côté la pression américaine, les garanties sécuritaires, les équilibres énergétiques ; de l'autre, le poids spirituel de La Mecque et de Médine, ainsi qu'une opinion musulmane profondément marquée par la question palestinienne. C'est là que le malaise devient immense. Les Accords d'Abraham ne sont pas seulement des accords diplomatiques. Ils touchent à l'imaginaire collectif. À la mémoire. À la définition même de la fidélité politique et religieuse dans une région où la Palestine reste un symbole émotionnel bien plus puissant que ne le comprennent les stratèges occidentaux son poids avec EL QODS est aussi un symbole. Pendant que ces rapprochements avancent, l'entité sio-

niste continue d'agir comme une puissance qui ne reconnaît pratiquement aucune limite extérieure. Ce qui choque une partie du monde.

Puissance nucléaire non déclarée officiellement mais tolérée. Interventions militaires répétées. Refus des résolutions internationales lorsqu'elles deviennent contraignantes. Mépris affiché envers les institutions mondiales. Benjamin Netanyahu lui-même a donné cette impression d'un dirigeant convaincu que le rapport de force suffit à remplacer le droit. Après Ghaza, cette colère a changé de nature. Elle n'est plus seulement arabe. Elle devient mondiale. Dans les universités occidentales, dans les rues européennes, en Amérique latine, en Afrique quelque chose s'est fissuré dans le récit dominant.

Ce qui est plus marquant ces derniers mois, ce n'est même pas la violence des bombardements. Le Moyen-Orient a malheureusement connu d'autres guerres. Ce qui frappe, c'est l'impression d'impunité totale. Comme si certaines puissances pouvaient encore décider seules des règles du jeu international. Une région humiliée finit toujours par produire des secousses. L'histoire le montre sans cesse. Le traité de Versailles a préparé des catastrophes futures en Europe. L'invasion de l'Irak en 2003 a ouvert un chaos dont le Moyen-Orient ne s'est jamais remis. Les interventions étrangères fabriquent souvent des monstres qu'elles prétendaient combattre. Aujourd'hui, l'affrontement avec l'Iran, les tensions autour de Ghaza, les fractures internes du monde arabe et la dépendance stratégique des monarchies du Golfe créent un mélange explosif. Les dirigeants du Golfe connaissent parfaitement les risques. Ils savent que leurs peuples ne pensent pas toujours comme les cabinets de conseil américains. Ils savent aussi que la stabilité de leurs États repose sur un équilibre fragile entre modernisation, religion, sécurité et souveraineté. Alors ils avancent... puis hésitent... puis avancent encore. A force de transformer la région en échiquier géant, les grandes puissances oublient une chose essentielle : les peuples ne sont pas des pions éternels. Tôt ou tard, les mémoires se réveillent. Les frustrations débordent. Les récits officiels se fissurent. Quand cela arrive, l'ordre apparent peut s'effondrer très vite. Le Moyen-Orient traverse peut-être aujourd'hui sa période la plus confuse depuis la fin de la guerre froide. Les alliances changent de visage. Les principes deviennent flexibles. Les anciennes lignes rouges disparaissent une à une.

Derrière cette agitation diplomatique, une question reste suspendue... presque obsédante : combien de temps une paix imposée peut-elle tenir lorsqu'une partie immense des peuples concernés a le sentiment qu'on lui demande d'oublier sa mémoire ?

Le Quotidien  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 042.06.33.32 / 042.06.04.96  
042.06.14.33 / 042.06.03.29

Fax Pub et Rédaction:  
042.06.31.98  
Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## ONU Les mises au point de l'Algérie sur la question du Sahara occidental

**Le séminaire régional annuel des Nations unies sur la décolonisation, qui s'est tenu à Managua (Nicaragua), du 25 au 27 mai, vient rappeler au monde entier que le processus de décolonisation n'est, malheureusement, pas achevé.**

A. Z.

Certes, l'application des résolutions des organes de l'ONU sur la question de la décolonisation a permis de libérer plus de 80 anciennes colonies depuis la création de l'ONU à la fin de la seconde guerre mondiale, mais il reste 17 territoires encore inscrits sur la liste des territoires non autonomes, dont le Sahara occidental. Cette question a été au centre de l'intervention du représentant permanent adjoint auprès de l'ONU, l'ambassadeur Toufik Koudri, lors des travaux de ce séminaire.

Dans ce contexte, l'Algérie a réitéré à Managua les paramètres à même de permettre le règlement juste et durable de la question du Sahara occidental, réaffirmant sa position constante, cohérente et légaliste vis-à-vis de cette question. Au cours des travaux du séminaire, la délégation algérienne, conduite par le représentant permanent adjoint auprès de l'ONU, l'ambassadeur Toufik Koudri, a battu en brèche, une à une, les allégations fallacieuses et les lectures erronées et trompeuses du Maroc, notamment dans le contexte des derniers développements que connaît le dossier sahraoui. M. Koudri a réitéré, à l'occasion, la position constante, cohérente et légaliste de l'Algérie vis-à-vis de cette question. Il a, à cet égard, rappelé que le Sahara occidental demeure le dernier territoire du continent africain qui figure parmi les 17 territoires à décoloniser inscrits sur la liste du Comité des 24 des Nations unies (C-24), également appelé «Comité spécial de la décolonisation».

Pour corroborer ses propos, le chef de la délégation algérienne a souligné que toutes les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU, concernant le Sahara occidental, consacrent le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination. De même, toutes les initiatives de l'ONU concernant le Sahara occidental ont toujours été et resteront conformes à ce principe qui constitue le fondement de la doctrine onusienne de décolonisation, a-t-il ajouté. Il n'a pas manqué, dans ce cadre, d'indiquer qu'aucun fait accompli, ni encore moins aucun procédé transactionnel, ne saurait contourner la légitimité onu-

sienne, qui demeure l'unique détenteur du sceau de la légalité pour la détermination du statut final du Sahara occidental. Abordant les derniers développements du dossier sahraoui, M. Koudri a réitéré la position de l'Algérie vis-à-vis de la reprise, au début de l'année en cours, des pourparlers directs entre les deux parties au conflit, le Royaume du Maroc et le Front Polisario, sous l'égide de l'ONU et des Etats-Unis d'Amérique.

M. Koudri a rappelé, à ce propos, que l'Algérie s'est félicitée de la reprise des pourparlers directs entre les deux parties, auxquels elle a été invitée, aux côtés de la Mauritanie, en qualité de voisin observateur. Le chef de la délégation algérienne a tenu, à ce titre, à rappeler que l'Algérie a toujours plaidé en faveur de négociations directes entre les deux parties. Il en veut pour preuve, le soutien apporté par l'Algérie aux efforts de tous les Secrétaires généraux qui se sont succédé à la tête de l'ONU et de leurs envoyés personnels. Le représentant permanent adjoint de l'Algérie auprès de l'ONU a relevé que ce développement qui a permis aux deux parties au conflit, le Maroc et le Front Polisario, de reprendre le dialogue direct, a sonné la fin des célébrations du fait accompli et rendu inopérantes les prétendues reconnaissances en faveur des thèses marocaines. M. Koudri a ainsi réaffirmé la détermination de l'Algérie à soutenir tous les efforts sincères visant à parvenir à une solution pacifique, juste, durable et mutuellement acceptable qui garantisse au peuple sahraoui l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination, en pleine conformité avec la Charte des Nations unies et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Il a, enfin, martelé que le présent et l'avenir du Sahara occidental appartiennent aux Sahraouis, qui doivent être les seuls bénéficiaires de toute solution finale, mutuellement acceptable pour les deux parties, le Front Polisario et le Maroc, garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Il s'agit là d'une importante mise au point de la part de l'Algérie dans un contexte marqué par des manœuvres visant à obscurcir la réalité de ce dossier.

## Banque africaine de développement Les prévisions de croissance économique en Algérie revues à la hausse

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Algérie de 4,1%, un taux nettement supérieur aux précédentes prévisions (3,4%), et de 4,2 % en 2027, a souligné le Groupe dans son rapport 2026 sur les "Perspectives économiques en Afrique".

Présenté à Brazzaville à l'occasion des Assemblées annuelles de l'institution financière panafricaine, le rapport indique que l'économie algérienne devrait poursuivre sa dynamique de croissance, soutenue notamment par les investissements publics, et le développement des secteurs hors hydrocarbures.

Le document souligne également que l'Algérie continue d'afficher des indicateurs macroéconomiques assez

solides, malgré un contexte international marqué par les tensions géopolitiques, les fluctuations des marchés énergétiques et les incertitudes pesant sur l'économie mondiale.

Ces prévisions de la BAD convergent avec les estimations retenues dans la loi de finances 2026, qui table également sur une croissance économique de 4,1 % en 2026.

La loi prévoit néanmoins une progression plus soutenue de la croissance économique en 2027, avec un taux de croissance estimé à 4,4 %, contre 4,2 % anticipés par la BAD pour la même période.

Selon la BAD, l'économie algérienne a continué d'afficher "de bons résultats", soutenus par "une forte production manufacturière et agricole",

ainsi que par l'investissement et la consommation des ménages.

Concernant le développement humain, l'institution continentale indique que l'indice de développement humain (IDH) de l'Algérie place le pays parmi les plus développés du continent africain. Le rapport relève aussi un net repli de l'inflation, dont le taux est passé de 4,4% en 2024 à 1,7% en 2025, sous l'effet notamment d'un ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires.

Sur le plan social, le document a notamment souligné que la politique sociale mise en œuvre par les pouvoirs publics visant à garantir l'accès aux services sociaux de base, a contribué à l'amélioration des indicateurs sociaux et à la réduction des inégalités.

Raina  
Raïkoum

Belkacem Ahcène Djaballah

### LES MOTS-MAUX

Tout dernièrement, devant le tribunal correctionnel de Marseille comparaisait un grand trafiquant de drogue, Félix Bengui (alias «le Chat», «Féfé»), un français d'origine centrafricaine (?).

Ce gangster, recherché depuis des années, a été, enfin, extradé du Maroc où il avait trouvé refuge et protection. Il était, en fait, nous dit-on, un des chefs de la fameuse mafia nommée «Mocro Mafia». Née d'une bande (Les «Yodas») organisée à partir de Marseille, assez vite devenue une galaxie criminelle liée à des trafiquants d'origine marocaine et européenne implantés entre les Pays-Bas, la Belgique, Dubaï et le Maroc (ce dernier étant le premier producteur et fournisseur de stupéfiants et un point de transit de produits venant d'Amérique latine). Et, il avait construit, à partir de là, un réseau de vente de drogues diverses, n'hésitant pas à éliminer tout concurrent et à utiliser comme «hommes de mains» des mineurs.

Le plus étonnant dans l'analyse outre-Méditerranéenne de l'événement et des méfaits qui lui sont liés, c'est d'assister à un détournement des sens des événements et des mots qui les accompagnent.

Ainsi, on s'attelle beaucoup plus à présenter une autre bande à la dénomination attractive (pour les habitués «mabouls» et «charognards» médiatiques, dont certains détourneurs récidivistes de fonds sociaux -les cagnottes - à l'image de Messiha) : La «Dz.mafia» !

S'appesantissant sur le sigle «Dz», habituellement représentatif de l'Algérie, la cause est rapidement entendue : Pour «eux», ce sont bien des éléments de la communauté d'origine algérienne (bien entendu, les Franco-algériens ou les Algériens en situation dite «irrégulière» !) qui sont les coupables désignés. Avec, en arrière-plan, on ne sait quelle «responsabilité» de l'Etat algérien que l'on continue d'affubler -parfois même par des officiels en principe très avertis -et, dont on ne peut pas dire que leurs langues ont fourché involontairement- de termes aux connotations péjoratives quand ils ne sont pas insultants : «Pouvoir», «Régime» et j'en passe !

« Dz mafia » ? Un label quasi inexistant selon plusieurs spécialistes du crime organisé, d'anciens policiers européens et de nombreux journalistes spécialistes du narcotrafic. L'expression apparaît surtout dans le débat politique français durant la période où Bruno Retailleau occupait la place Beauvau. Très vite, le terme devient un slogan médiatique commode, une étiquette spectaculaire voire un marqueur politique. L'expression « Dz. mafia » surgit récemment dans le débat public français au croisement du narcotrafic, de l'obsession sécuritaire et des

tensions diplomatiques entre Paris et Alger. Elle est rapidement reprise par des sphères médiatiques proches de l'extrême droite

puis martelée dans l'espace public par l'ancien ministre français de l'Intérieur, Bruno Retailleau, désormais candidat officiel à l'élection présidentielle 2027. Bien pire encore : Lors de sa visite éclair à Alger, le ministre français de la Justice, Gérald Darmanin, n'a pas manqué d'audace en évoquant la «Dz mafia» comme l'un des dossiers prioritaires à traiter avec son homologue algérien. En agissant ainsi, la France tente seulement d'exporter un problème de sécurité purement intérieure au niveau d'une négociation diplomatique d'État à État. Et, d'éviter d'affronter les bouderies de son «ami» marocain.

Il est vrai que le détournement du sens des événements et des mots (détournement sémantique) est chose historiquement et scientifiquement prouvée chez les «mabouls» et les «charognards», lesquels incapables de résoudre leurs problèmes internes et leurs maux de plus en plus nombreux, jettent la pierre aux autres. Les «Arabes» d'abord les Algériens en tête ! Oubliant que le gros du trafic repose sur la résine de cannabis marocaine. C'est un secret de Polichinelle que les autorités françaises feignent d'oublier : les véritables racines économiques et transnationales du phénomène se trouvent sur le territoire marocain, à la frontière ouest de l'Algérie, tandis que les autres drogues (cocaïne ou drogues de synthèse) transitent par d'autres routes européennes bien loin d'Alger.

Dans son dernier essai, «Ce que disent vraiment, les politiques (note : français) pris aux mots», Cécile Alduy, professeure de littérature à l'Université américaine Stanford et chercheuse associée au Cevipof à Sciences Po, a bien noté, concernant les politiques français de l'heure (et leurs porte-voix médiatiques, bien sûr) qu'il y a, en France, actuellement, une sorte de brouillage, d'«évidement». Les mots sont vidés de leurs sens. Les hommes politiques les utilisent parfois à tort et à travers (note : je n'en suis pas si sûr !) comme des slogans dénués de tout référent dans la réalité.

Que cela se fasse dans l'Hexagone, en prévision d'élections, ça peut passer mais quand ceci titille jusqu'à perturber les relations internationales et le travail des diplomates consciencieux, non arrogants et encore moins moralisateurs ou donneurs de leçons en matière de traitement de l'Information par la presse nationale (à noter qu'un ministre ou un ambassadeur, quand il est nommé par hasard ou par calcul ou par amitié, peut ne pas être un «diplomate»), même si souvent le ridicule flirte le grave, c'est, évidemment, inadmissible.

## Adrar Plus de 76 kg de cocaïne saisis

Deux (02) narcotrafiquants ont été arrêtés et plus de 76 kg de cocaïne ont été saisis, mardi, dans le Secteur militaire d'Adrar en 3e Région militaire, par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"En exécution des instructions du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, relatives à l'intensification de la vigilance et des missions de surveillance le long des frontières,

notamment lors des occasions nationales et des fêtes religieuses, et dans la dynamique des efforts de lutte contre les barons de la contrebande et les narcotrafiquants, et suite à l'exploitation optimale des informations, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire relevant du Secteur militaire d'Adrar en 3e Région militaire ont appréhendé, ce jour, mardi 26 mai 2026, deux (02) narcotrafiquants et saisi une quantité importante de cocaïne s'élevant à 76 kilogrammes et 700 grammes,

transportée à bord d'un véhicule touristique", précise la même source.

"Cette opération qualitative, qui intervient à la veille de la célébration de l'Aid El Adha, réaffirme une fois de plus la mobilisation des unités de l'Armée nationale populaire, en toutes circonstances et occasions, afin de faire face aux tentatives visant à porter atteinte à la quiétude et la sécurité du citoyen et à inonder notre pays de ces substances toxiques", relève le communiqué du MDN.



# L'apaisement, oui, mais sous d'autres latitudes

**La relation entre la France officielle mais pas que et l'Algérie émergente ne sera pas apaisée de sitôt.**

**Par Salim Metref**

**L**a conjoncture lui est particulièrement défavorable. Et ceux qui en Algérie seraient séduits par les visites récentes de responsables français dans notre pays devraient aussi prendre acte d'éléments concordants qui semblent confirmer qu'il ne pourrait s'agir là que d'un nouveau chapitre écrit à Paris, Tel-Aviv et accessoirement Rabat d'une partition dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'est aucunement acquise à l'apaisement souhaité de part et d'autre.

Quelle est donc cette conjoncture politique française dont l'un des marqueurs est une haine de l'Algérie devenue viscérale et qui hypothèque définitivement toute perspective de développement durable de la relation avec l'Algérie. Premièrement, il y'a une France qui part en vrille, se décline sur le plan international et se paupérise et qui n'a rien d'autre à offrir à ses concitoyens notamment ceux laminés par une politique économique qui a plutôt favorisé les plus nantis qu'un discours de haine à l'égard d'un pays définitivement libéré de toute tutelle, qui construit sa route persévérante vers le progrès et s'inscrit dans un nouveau paradigme dont l'ancienne puissance coloniale est exclue, poussée il est bien vrai dans cette voie par de grandes puissances économiques qui à l'ins-

tar de la Russie, la Chine et même les États-Unis n'ont pas de contentieux historique avec un pays continent qui consacre ses efforts à son développement et qui ne cherche personne.

Le contexte politique et économique français actuel n'engendrera probablement donc pas d'une relation bilatérale apaisée pour ces raisons évidentes.

Deuxièmement, une décision politique interne qui n'appartient plus à des personnalités politiques qui bien qu'aux manettes n'ont pas de soutien politique au sein d'une assemblée nationale qui leur est défavorable et qui bride leur marge de manœuvre notamment sur le plan diplomatique lorsque se manifeste une volonté, feinte ou réelle, d'ouverture et d'apaisement. Les attermolements et changements récents observés dans les déclarations et postures de responsables français démontrent qu'il n'y a plus de curseur et qu'en la matière il faut obéir aux plus offrants et espérer, pour certains, que d'éventuelles « sanctions américaines contre l'Algérie » n'affaiblissent ce pays qui refuse toute ingérence extérieure pour porter enfin l'estocade. L'hypothèque de cette relation bilatérale est également causée par ce discours récurrent anti algérien et anti indépendance de l'Algérie qui continue aidé en cela par des entités comme le CRIF et le Likoud, le rêve d'une époque révolue et comble de l'ironie, un récit qui ose en pleine déliquescence interne parler de faillite de l'Algérie alors que la véritable faillite est déjà installée en France et commence même à produire ses effets dévastateurs comme la dislocation d'une communauté nationale, l'exacerbation des colères par le discours de haine et la dérive inexorable du centre de gravité politique de l'hexagone vers l'extrême droite, dérive annon-

ciatrice de ce fascisme qui vient. Les tenanciers de l'auberge de la haine dont tout le monde connaît l'identité, qu'ils soient politiques de droite, de gauche, oligarques qui ont fait main basse sur la majorité des médias et confisqué la liberté d'expression chez ceux qui prétendent vouloir la défendre chez les autres, sionistes, parfois catholiques et de souche, pedocriminels, libéraux, intellectuels de droite comme de gauche sont tous convertis à la musique ambiante, un mélange détonnant de sionisme, de rancœur, de fascisme et de haine des autres, des musulmans, des algériens et de l'Algérie riche, prospère, riche et indépendante.

Et ce groupe de personnes et d'institutions est à la manette dans ce qui ressemble à une véritable cabale montée contre l'Algérie, un tir croisé ininterrompu dans lequel s'implique tout ce que la France de 2026 a produit de politiques et d'intellectuels.

Lorsque l'on entend, par exemple, Marine Le Pen qui a été battue à deux reprises à l'élection présidentielle française, livrer en guise d'analyse de la situation que traverse son pays une diversion en bonne et due forme qui consiste à parler de l'Algérie, l'on comprend le degré de soumission de la famille politique que cette femme prétend représenter aux lobbies qui dirigent véritablement la France.

ous s'unissent autour d'un leitmotiv, faire barrage à l'Algérie qui inéluctablement va émerger et réaliser la prouesse qu'ils redoutent le plus, dépasser la France qui sera redevenu un pays en récession que tous les indicateurs actuels au rouge annoncent déjà.

Enfin dernier élément défavorable, la volonté de ces milieux politico-médiatiques français d'installer non seulement les turbulences de la

relation bilatérale dans la durée mais de faire aussi de l'Algérie le thème de la prochaine présidentielle de leur pays. Ces haineux utilisent déjà des termes qui rappellent la nuit coloniale et osent parler de dossier algérien et de question algérienne voulant faire ainsi croire à leur opinion que la France n'a pas perdu pied en Algérie et qu'elle y a toujours ses relais actifs.

Ils veulent parler de l'Algérie comme ils parlent habituellement de leurs départements et territoires d'outre-mer, comme ils disent, en attendant que la fièvre indépendantiste ne s'empare de ces contrées.

D'autres éléments sont à mettre en exergue mais tout ce qui est coalition hybride et contre nature est voué à implosion comme par exemple ces personnalités que tout sépare et qui dans une coalition temporaire d'objectifs convergents s'unissent contre l'Algérie.

Que faire face à ce déferlement de haine. Les forces du mal sont puissantes et présentes. Et la vigilance doit être de mise et le principe de précaution toujours adopté.

L'Algérie est un pays de paix qui aspire à la paix. La voie est évidente. Elle est déjà toute tracée. Elle est celle de nos ancêtres qui en burnous et en djellabas ont déjà dit non, il y'a déjà bien longtemps de cela, à ceux qui ont voulu usurpé notre terre et qui ont été nos bourreaux. Bien que les enjeux soient toujours les mêmes le mode opératoire à quant à lui évoluer.

La politique de développement économique, social et de montée en puissance de notre armée est la meilleure réponse à cette situation conjoncturelle. Ces efforts nous permettront d'assurer notre autonomie stratégique, économique politique et sociale et nous défendre le cas échéant contre toute tentative d'atteinte à ce pays continent.

## Aux temps de Maurice Audin

**On se demande parfois si le monde d'aujourd'hui est meilleur que celui d'hier.**

**Vendredi 1<sup>er</sup> mai 2026, «Canal Algérie», présente un excellent film documentaire sur le martyr de Maurice Audin. Comme il était jeune ! Ils étaient tous jeunes.**

**Par Djamel Labidi**

**C**omme il est beau ce couple que rien n'a séparé. Ce film est aussi un film sur Josiane Audin, son chemin de croix, son combat opiniâtre. Elle a continué à faire vivre son mari pour elle, pour leurs enfants, pour le monde entier. Elle a trouvé ainsi la force de lui survivre, elle a vécu jusqu'au bout à ses côtés. Elle est morte en 2019, il y a sept ans déjà. Mission accomplie.

**UN FILM AUSSI SUR LA FRANCE**

**L**e film est d'évidence destiné au regard français. Il fait un retour sur l'Histoire: l'horreur du colonialisme, les tortures, les assassinats de masse, les exécutions sommaires, les témoignages d'appelés de l'armée coloniale qui confient les meurtres, les viols auxquels ils ont assisté. «On finit par s'y habituer», dit l'un, la voix tremblante des décennies après, la mémoire torturée. Aucun n'arrive à dire qu'il a participé à ces horreurs. Respectons leur mémoire douloureuse. Il faut beaucoup de courage pour simplement en parler. Avec le recul, on mesure encore mieux l'insoutenable terreur coloniale. L'un d'eux la résume laconiquement: «c'était

fait pour dissuader les résistants d'affronter une telle machine de guerre, aussi cruelle et impitoyable». Tout est dit, et quel meilleur hommage aux résistants. Mais mon propos n'est pas là, tant tout cela est évident même s'il n'est pas mauvais qu'il y ait de temps un temps une pique de rappel de toutes ces horreurs, pour tenter de conjurer les dangers de récidence.

**C'ÉTAIT MIEUX AVANT ?**

**M**on propos est de parler de ce que nous montre aussi le film en même temps, et presque sans le vouloir, du contexte de l'époque en France. C'est là qu'on se demande, si finalement le monde est vraiment meilleur en tout point. En tout cas pas du côté de «la démocratie et des droits de l'homme». Ce film nous révèle un contexte, celui des années 50, où en France, pas en Algérie coloniale bien sûr, il y avait alors des voix, de grande voix qui s'élevaient contre la torture, la répression, la discrimination, les crimes d'Etat. Des livres sortent alors qui défient la censure: «Maurice Audin» de Pierre Vidal Naquet, «La Question» d'Henri Alleg, «Djamila Boupacha» de Simone de Beauvoir et le livre sort où? Chez Gallimard ! Un autre monde. Des journaux comme «Le Nouvel Observateur», «Le Monde», «l'Express», dénoncent les crimes coloniaux. Même lorsque la censure leur impose le silence, ils parlent, ils sortent alors avec des pages ou des encarts blancs, qui sont une dénonciation muette, peut être encore plus forte de la répression coloniale. Il y a des français qui sont poursuivis car ils aident le FLN. On les appelle les «porteurs de valises». Il y a Jean Paul Sartre, François Mauriac qui écrivent contre le colonialisme. Mais il y a aussi des tribunaux qui sont saisis de plaintes au nom de la loi, des droits de l'homme et qui siègent. Ceux qui les déposent savent que ces plaintes resteront pour la plupart sans lendemain. Mais elles sont là, enregistrées, et elles sont une pression continue sur les auteurs de crimes.

**SERAIT-CE POSSIBLE AUJOURD'HUI ?**

**E**t soudain surgit une question, serait-ce possible aujourd'hui pour les causes équiva-

lentes actuelles. Serait-il possible qu'il y ait en Israël aujourd'hui des tribunaux qui donnent justice aux Palestiniens pour les exactions commises contre eux, pour le vol de leurs terres, pour les crimes de l'armée israélienne. Serait-il possible de faire librement campagne, en France, contre les crimes coloniaux israéliens.

Un ex premier ministre français, Silvain Attal, et son parti, ont même projeté d'interdire de telles plaintes en les assimilant à de l'antisémitisme. Serait-il possible, posons la question même si elle paraît totalement irréaliste, qu'il y ait des israéliens «porteurs de valises», comme l'étaient alors des Français, des israéliens qui aident activement les mouvements palestiniens, y compris les mouvements de résistance armée, y compris Hamas ?

La violence du FLN et de l'ALN, tout le monde, à part quelques nostalgiques de l'empire colonial, la juge aujourd'hui légitime. Et ceux qui les ont aidés, Français en France, revendiquent leur acte avec fierté.

Ils sont respectés et des rues portent leur nom. Aujourd'hui on juge ceux qui soutiennent la cause palestinienne en France pour «appel à la haine» et «apologie du terrorisme». Est-ce la même France ?

J'ai écouté, dans ce même film, Robert Badinter. Qu'il parlait bien de la lutte anticoloniale. Un Robert Badinter, jeune, et plein d'idéal. Est-ce le même que j'ai entendu le 17 novembre 2023, sur la chaîne d'information française LCI, ne trouver aucun mot pour condamner les bombardements génocidaires sur Gaza, il réserve toute son indignation à Hamas.

Il la dénonce comme «organisation terroriste». «Donnez-nous vos avions, nous vous donnerons nos couffins» avait dit Benmhdhi à ceux qui allaient l'assassiner et qui l'accusaient de terrorisme. Le FLN avait alors la sympathie de Robert Badinter. Est-ce le même Badinter qui a été inhumé au Panthéon ?

**QUELLE ÉPOQUE !**

**Y**a-t-il aussi, aujourd'hui, des communistes tels que l'étaient Maurice et Josiane Audin, capables de pousser l'internationalisme à ce niveau de fraternité humaine ?

Ou d'autres belles figures, comme eux, internationalistes qui ont rejoint les nationalistes algériens, patriotes, algériens d'origine européenne, morts pour leur patrie ou engagés dans sa révolution de libération: Raymonde Peschard, Fernand Yveton, Anna Gréki, ou sur un autre plan une personnalité hors norme telle qu'Enrico Mattei, visionnaire sur le futur des ressources énergétiques et ami si précieux de l'Algérie.

Pourquoi se refuser à l'idée qu'ils ont eu des mérites particuliers comme le reconnaissent d'ailleurs sans le dire, respectueux, leurs compagnons nationalistes.

D'autres films attendent d'être faits sur eux mais, cette fois-ci, avec le regard du pays qu'ils ont servi, et tant aimé.

Quelle époque ! On s'en rend mieux compte avec le recul du temps. Mais aussi il y a l'impression nostalgique que ces idéaux se sont aujourd'hui émoussés, y compris dans les pays qui se sont libérés héroïquement. Chez certains, d'évidence, ces idéaux vacillent, et chez d'autres ils se sont apparemment éteints. On voit même d'anciens résistants préférer vivre et mourir chez l'ancien maître colonial plutôt que dans leur patrie libérée. Quel paradoxe.

Cuba est seule aujourd'hui, dans le dénuement, et on détourné elle le regard et on se bouche les oreilles.

L'embargo américain a bon dos. Hier, on n'hésitait pas à le forcer et l'aide économique arrivait de partout. Même la Chine et la Russie qui, hier, auraient risqué leur sécurité pour Cuba, et même une guerre, se contentent de protestations de principes.

**ALORS? C'ÉTAIT MIEUX AVANT ?**

**O**ù est-ce seulement différent ? Peut-être y a-t-il une nouvelle façon de se battre pour ce qui est juste. Il y a Gaza et l'immense mouvement de la jeunesse mondiale autour d'elle.

Il y a l'Iran qui ouvre une route inattendue. Il y a d'autres sources d'espoir et d'autres victoires à remporter, d'autres chemins qui s'ouvrent, peut-être plus décisifs, peut-être en fait plus efficaces pour la libération du monde et l'égalité entre les nations.



# L'acte de gestion sous suspicion

## Réflexion sur un malaise juridique algérien

Par Boudina Rachid \*

Depuis plusieurs années, la question de la sécurité juridique s'est progressivement imposée au cœur du discours économique algérien. Amélioration du climat des affaires, encouragement de l'investissement, modernisation de la gouvernance économique, sécurisation de l'acte de gestion : autant de notions désormais omniprésentes dans les débats relatifs à l'avenir de l'économie nationale.

Pourtant, malgré la multiplication des annonces réformatrices et des discours favorables à l'investissement, une interrogation fondamentale demeure insuffisamment traitée : celle de la clarification des frontières entre responsabilité économique et responsabilité pénale.

Car au fond, la véritable problématique de la sécurité juridique dans le domaine économique ne réside pas uniquement dans la simplification administrative, la célérité des procédures ou l'amélioration formelle de l'environnement des affaires. Elle touche plus profondément à l'incertitude persistante entourant la qualification juridique de l'acte de gestion lui-même.

Dans toute économie aspirant à stimuler l'investissement et l'initiative entrepreneuriale, une question essentielle finit toujours par s'imposer : où s'arrête le risque économique normal et où commence la responsabilité pénale ?

Tant que cette frontière demeure insuffisamment lisible, le climat des affaires reste inévitablement affecté par une forme d'insécurité silencieuse. Le chef d'entreprise, le gestionnaire public, l'investisseur, le responsable bancaire ou le décideur administratif ne recherchent pas l'absence de contrôle ni la disparition des mécanismes de responsabilité. Ils recherchent avant tout la prévisibilité des conséquences juridiques attachées à leurs décisions économiques.

Or c'est précisément cette prévisibilité qui demeure encore imparfaitement stabilisée.

Pendant longtemps, le droit pénal des affaires en Algérie s'est développé dans le prolongement d'une économie fortement administrée où la protection des ressources publiques et le contrôle de l'activité économique occupaient une place centrale. Dans ce contexte historique, le droit pénal ne s'est pas limité à réprimer les comportements frauduleux ; il a progressivement investi un espace beaucoup plus large de régulation économique.

Cette évolution a fini par produire une zone de chevauchement parfois incertaine entre faute de gestion, irrégularité administrative et comportement pénalement répréhensible. C'est précisément cette indétermination qui continue aujourd'hui d'alimenter une forme de prudence paralysante dans la décision économique.

Quelques situations concrètes suffisent d'ailleurs à mesurer combien la frontière demeure parfois difficile à tracer :

Le directeur d'une entreprise publique engage un investissement industriel validé par les organes compétents et présenté comme stratégique pour le développement régional. Quelques années plus tard, le projet se révèle déficitaire en raison d'une évolution défavorable du marché et d'une mauvaise anticipation économique. La question surgit alors presque mécaniquement : se trouve-t-on face à un simple échec entrepreneurial relevant du risque normal de gestion, à une faute de gestion engageant éventuellement une responsabilité administrative ou civile, ou à un comportement sus-

ceptible de recevoir une qualification pénale en raison des pertes enregistrées ?

En principe, l'échec économique ne saurait, à lui seul, caractériser une infraction. En l'absence d'enrichissement personnel, de corruption, de détournement ou de violation délibérée de la loi, le contentieux devrait relever prioritairement de l'évaluation de gestion ou des mécanismes classiques de responsabilité administrative. Pourtant, dans un environnement où les frontières du pénal demeurent insuffisamment stabilisées, le risque apparaît de voir la contre-performance économique relue rétrospectivement sous l'angle de la suspicion pénale.

Une autre hypothèse permet d'illustrer cette difficulté. Une entreprise obtient un marché à l'issue d'une procédure administrative comportant certaines irrégularités formelles : délais imparfaitement respectés, documents incomplets ou interprétation discutable d'une disposition réglementaire. Aucune corruption n'est établie. Aucun avantage personnel illicite n'apparaît. Aucun détournement n'est démontré.

Pourtant, la question demeure : ces irrégularités doivent-elles relever du contentieux administratif, de la responsabilité civile ou d'une qualification pénale susceptible d'affecter l'ensemble de l'opération économique ? Dans un système juridique équilibré, toute irrégularité administrative ne devrait pas automatiquement produire un effet de pénalisation.

À défaut, le risque apparaît de transformer progressivement le droit pénal en instrument général de correction des dysfonctionnements administratifs.

Le même raisonnement peut être transposé au secteur bancaire. Un responsable financier autorise le financement d'un projet économiquement risqué mais juridiquement régulier. Quelques années plus tard, le projet échoue et le crédit devient irrécouvrable. Peut-on pour autant assimiler une mauvaise appréciation économique à une faute pénale en l'absence de fraude caractérisée ?

Dans toute économie moderne, la prise de risque constitue pourtant un élément normal de l'activité entrepreneuriale et financière. Assimiler systématiquement l'échec d'une décision économique à une faute pénale reviendrait à installer un modèle de gestion dominé non plus par la rationalité économique, mais par la peur permanente de la requalification judiciaire.

Une autre situation, plus silencieuse mais tout aussi révélatrice, mérite également d'être soulignée : celle du gestionnaire qui préfère ne pas décider. Des dossiers juridiquement recevables, techniquement validés et économiquement nécessaires demeurent parfois bloqués non en raison d'une impossibilité réglementaire, mais par crainte qu'une future difficulté ou une interprétation ultérieure des textes ne puisse engager une responsabilité pénale.

Le risque pénal cesse alors d'être un simple mécanisme de moralisation économique pour devenir un facteur de ralentissement administratif et d'inertie décisionnelle.

Ces hypothèses révèlent une difficulté supplémentaire souvent insuffisamment évoquée dans le débat sur la sécurité juridique : celle du rôle encore limité de la jurisprudence dans la stabilisation des frontières entre faute de gestion, irrégularité administrative et responsabilité pénale.

Dans les systèmes juridiques où le droit économique a atteint un haut degré de maturité, la sécurité des acteurs ne repose pas uniquement sur les textes législatifs. Elle dépend également de l'existence d'une jurisprudence suffisamment abondante,



cohérente et accessible permettant d'orienter l'interprétation des juges, de stabiliser les critères d'appréciation et de rendre plus prévisibles les conséquences juridiques attachées aux actes de gestion.

Or, dans le contexte algérien, l'insuffisante consolidation d'une jurisprudence spécialisée et clairement identifiable en matière de droit pénal des affaires contribue à maintenir une certaine incertitude dans le traitement juridictionnel des litiges économiques. Les magistrats eux-mêmes peuvent alors se trouver confrontés à des situations complexes où les lignes de partage entre faute civile, irrégularité administrative et comportement pénalement répréhensible demeurent délicates à établir de manière homogène.

Cette situation produit un double effet. D'une part, elle fragilise la prévisibilité attendue par les opérateurs économiques. D'autre part, elle prive le juge lui-même d'un socle jurisprudentiel suffisamment stabilisé susceptible d'harmoniser l'appréciation des situations de gestion économique complexes.

La question de la sécurité juridique ne concerne donc pas uniquement la réforme des textes ou l'évolution des politiques publiques. Elle suppose également un effort de construction jurisprudentielle capable de produire progressivement une doctrine judiciaire claire de la responsabilité économique.

Car dans le domaine économique plus encore qu'ailleurs, la confiance naît rarement de la seule existence des règles ; elle naît surtout de la manière dont leur interprétation devient prévisible dans le temps.

Cela ne signifie évidemment pas que le droit pénal économique doive être affaibli. Une économie moderne ne peut prospérer sans un noyau dur de répression crédible visant les comportements frauduleux, les atteintes à la probité, le blanchiment, les détournements de ressources publiques ou les manipulations économiques graves.

Mais précisément, la force du droit pénal dépend aussi de la clarté de son domaine d'intervention. Plus les frontières entre faute civile, irrégularité administrative et infraction pénale demeurent floues, plus le risque apparaît de transformer le pénal en instrument général de régulation

économique, au détriment même de la sécurité juridique que l'on prétend promouvoir.

Au terme de cette réflexion, une évidence s'impose : l'attractivité économique ne dépend pas uniquement des avantages fiscaux, des dispositifs d'investissement ou des déclarations d'intention réformatrices. Elle repose d'abord sur la confiance juridique qu'un système est capable d'inspirer à ses acteurs économiques.

Or cette confiance ne peut durablement se construire dans un environnement où les frontières entre risque entrepreneurial, faute de gestion, irrégularité administrative et responsabilité pénale demeurent insuffisamment stabilisées.

L'incertitude entourant l'intervention du droit pénal dans la sphère économique produit inévitablement un effet dissuasif sur l'initiative, l'investissement et la décision économique elle-même. Dans un contexte où l'acte de gestion peut encore apparaître exposé à des requalifications imprévisibles, la prudence administrative tend progressivement à se substituer à la logique entrepreneuriale. Le risque n'est alors plus seulement juridique ; il devient économique, institutionnel et structurel.

Cette indétermination normative contribue ainsi à fragiliser le climat des affaires en entretenant une perception d'insécurité incompatible avec les exigences contemporaines de compétitivité et de visibilité économique. Car l'investisseur, national ou étranger, recherche moins l'absence de contrôle que la prévisibilité des règles, la cohérence des mécanismes de responsabilité et la lisibilité de l'environnement juridictionnel dans lequel il évolue.

Dès lors, la question de la dépenalisation de la gestion dépasse largement le cadre technique d'une réforme sectorielle. Elle engage plus profondément la capacité du système juridique algérien à produire un espace économique fondé sur la sécurité juridique, la clarté normative et la confiance institutionnelle. Tant que cette clarification fondamentale ne sera pas pleinement accomplie, les annonces de réforme risquent de continuer à se heurter aux limites d'un climat des affaires encore marqué par l'incertitude des équilibres entre régulation économique et intervention pénale.

\*Inspecteur en chef de la fonction publique, reconverti à l'économie



## Cliniques privées

## Entre promesse de progrès et bombe à retardement sanitaire ?

Par Nabil Mati\*

**L**e secteur privé de la santé en Algérie connaît, depuis quelques années, une expansion remarquable. Les cliniques se multiplient dans les grandes villes, portées à la fois par des médecins locaux ambitieux et par des praticiens issus de la diaspora, désireux d'investir dans leur pays d'origine. Cette dynamique ouvre progressivement la voie à l'émergence d'un véritable tourisme médical, à l'image de ce qui existe déjà dans plusieurs pays, notamment en Tunisie ou en Turquie. C'est une évolution positive, qui pourrait contribuer à renforcer l'attractivité du pays et à faire entrer davantage de devises en Algérie.

Mais derrière cette évolution prometteuse se dessinent de nombreuses zones d'ombre : scandales étouffés par un silence volontaire ou imposé, pratiques opaques, économie informelle, contrôles insuffisants et patients parfois livrés à eux-mêmes. Face à cette progression rapide, les autorités algériennes et les citoyens sauront-ils faire bloc pour encadrer un secteur devenu stratégique ?

À la croisée des chemins, la santé privée algérienne pourrait devenir un véritable levier de développement médical, économique et scientifique. Mais sans régulation claire, sans transparence et sans exigence éthique, elle risque aussi de se transformer en bombe à retardement sanitaire.

Tout d'abord, il faut souligner le paradoxe algérien : le pays forme chaque année des milliers de médecins de haut niveau, mais peine à les retenir sur son territoire. Beaucoup sont emportés par les logiques d'une mondialisation qui redistribue les compétences au profit des pays les plus attractifs. Début 2025, près de 7 000 médecins algériens, voire davantage selon certaines sources, exercent en France, où nombre d'entre eux bénéficient d'une reconnaissance qui dépasse largement les frontières de leur pays d'accueil. Ils représentent près de 38,8 % des médecins étrangers dans les hôpitaux publics français, d'après les données de l'Ordre des médecins en France. Un chiffre en constante progression, sans compter ceux qui exercent dans les hôpitaux français sans statut officiel de médecin, sous-payés, dans l'attente d'une régularisation administrative qui tarde à venir.

Ce qui change, cependant, c'est l'amorce d'un mouvement de retour. Certains de ces praticiens, forts d'une longue expérience à l'étranger, choisissent désormais de s'installer en Algérie, portés par les appels répétés du président de la République algérienne, Abdelmajid Tebboune, et par des conditions d'installation facilitées. Un signal encourageant, qui invite à son tour d'autres spécialistes à envisager progressivement le même chemin. Ce mouvement de retour, auquel s'ajoute l'investissement de médecins et de financiers locaux, se mesure notamment à la multiplication des cliniques privées en Algérie. Celles-ci proposent des spécialités de plus en plus diverses et s'équipent de matériel sophistiqué afin de prendre en charge les patients dans de meilleures conditions.

L'OMBRE AU TABLEAU :  
QUAND LA RENTABILITÉ  
PREND LE PAS SUR LE SOIN

Ce que l'on constate malheureusement sur le terrain, à travers de nombreux échanges avec des patients et des professionnels de santé, c'est que ces cliniques attirent une patientèle de plus en plus nombreuse. Beaucoup de patients, lassés des défaillances du service public hospitalier, des délais d'attente interminables, du manque criant de prise en charge, du matériel parfois défaillant et du personnel débordé, se tournent vers le secteur privé. Ces structures sont donc censées offrir une qualité de soins à la hauteur des attentes, d'autant plus que le patient y règle souvent l'intégralité des frais de sa poche.

Cependant, il serait réducteur de n'y voir qu'une simple success story. Derrière la façade reluisante de certaines structures se dissimulent malheureusement des pratiques qui interrogent profondément et risquent d'éclabousser l'ensemble de la profession. Le problème n'est pas qu'une clinique se comporte comme une entreprise, cela est légitime et nécessaire pour maintenir l'équilibre financier. Le problème survient lorsque la logique commerciale étouffe la vocation soignante, lorsque le patient devient un simple client à rentabiliser et le médecin un technicien tenu de faire du chiffre, même quand le patient se porte bien. Or le serment d'Hippocrate est sans ambiguïté : la médecine n'a pour seule boussole que le bien-être du patient. Pas le chiffre d'affaires, pas le rendement, pas la concurrence commerciale.

DES DRAMES QUI  
INTERPELLENT ET QU'ON  
ÉTOUFFE TROP SOUVENT

**L**es faits sont là. Ces dernières années, plusieurs incidents médicaux graves ont défrayé la chronique, révélant les failles d'un secteur insuffisamment encadré. Faute de données officielles, car ces chiffres n'existent pas, ou ne sont tout simplement pas rendus publics, c'est sur le terrain que nous avons recueilli ces témoignages, auprès de patients qui ont souhaité garder l'anonymat : des récits de familles meurtries, des histoires qui circulent de bouche à oreille, et des avis laissés sur Google qui, à eux seuls, dressent un tableau préoccupant de certaines pratiques.

Dans l'est d'Alger, un patient est décédé des suites d'une fibroscopie de routine dans une clinique pourtant très réputée, un acte censé être sans danger, après que le médecin eut perforé son estomac. Transféré en urgence vers un hôpital public, il n'a pu être sauvé : le mal était fait, trop tard pour réparer l'irréparable. Ailleurs, selon le témoignage d'un spécialiste, certains patients se voient recommander une opération de la cataracte alors que celle-ci ne serait pas réellement nécessaire. Ce n'est qu'après avoir sollicité un second avis médical qu'ils découvrent que l'intervention ne s'imposait pas, l'objectif semblant davantage financier que thérapeutique, au risque même de mettre en péril la vue du patient. Dans une clinique du centre d'Alger, un autre témoignage particulièrement glaçant nous a été rapporté : une patiente de 87 ans, admise pour une simple radiographie de contrôle à la suite d'une légère fissure costale, en serait ressortie avec une fracture de l'épaule. Selon ce témoignage, le personnel de radiologie aurait actionné l'appareil sans s'assurer qu'elle avait bien compris les consignes, alors qu'elle souffrait d'une déficience auditive.

La patiente est décédée quelques semaines plus tard. Ces cas ne sont pas isolés. Les avis laissés sur Google par des patients et leurs proches en témoignent avec une éloquence troublante, dressant à eux seuls le portrait d'un malaise qui dépasse les incidents individuels pour révéler les failles structurelles d'un secteur insuffisamment encadré.

Ce qui aggrave ces tragédies, c'est le silence qui les entoure. Les familles endeuillées se heurtent souvent à un véritable mur : absence d'accompagnement juridique, opacité des procédures et justice médicale si peu accessible qu'elle décourage toute démarche avant même d'être engagée, malgré l'existence de textes juridiques censés protéger les patients. Alors on se résigne. On invoque le mektoub, ce destin contre lequel on ne peut rien, pour apaiser les cœurs brisés, pour trouver la force de continuer, pour donner un sens à l'insensé. La foi comme seul recours là où le droit fait défaut. C'est humain, c'est compréhensible, mais c'est aussi le signe d'un abandon. Pendant ce temps, la clinique passe au patient suivant. Sans enquête, sans remise en question, sans sanction.

La machine tourne. Et le silence, chaque fois, se referme un peu plus vite sur le drame précédent. C'est précisément cette impunité tranquille, non pas toujours délibérée, mais structurel-



le, qui constitue le véritable scandale. Non pas l'erreur médicale en elle-même, qui existe partout dans le monde, mais l'absence totale de mécanisme pour la reconnaître, pour en assumer les conséquences financières lorsqu'une indemnisation s'impose, la traiter avec transparence et en tirer les leçons nécessaires.

UNE ÉCONOMIE DE L'OMBRE  
AU CŒUR DU SECTEUR PRIVÉ

**A**u-delà des questions éthiques liées au soin, c'est toute une économie parallèle qui mérite d'être examinée. Les paiements en espèces sans factures y sont monnaie courante, et les sommes en jeu sont loin d'être anecdotiques. D'une simple consultation facturée entre 2 000 et 5 000 dinars, en passant par la nuit d'accompagnement facturée 10 000 dinars, jusqu'aux interventions chirurgicales, la note peut rapidement atteindre des montants considérables, réglés en liquide, sans traçabilité, sans reçu.

Nous avons recueilli le témoignage d'un employé exerçant dans une clinique privée très connue, prise d'assaut en permanence et réalisant un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dinars, comptant une cinquantaine de salariés. Son constat est sans détour : ni bulletin de paie, ni contrat de travail. Une situation illégale qui signifie concrètement que ces travailleurs n'existent pas aux yeux de la loi, pas de cotisations sociales, pas de couverture en cas d'accident, pas de droits à la retraite. Des invisibles au service d'une structure qui, elle, affiche pignon sur rue.

Ce n'est pas un cas isolé. C'est le symptôme d'un secteur qui s'est développé trop vite, dans les angles morts de la régulation. Face à cela, le contrôle ne doit plus être une option : il doit devenir une priorité absolue, assortie de sanctions réelles et dissuasives. Car tolérer ces pratiques, c'est non seulement cautionner une concurrence déloyale envers les structures qui jouent le jeu, c'est aussi abandonner des travailleurs et des patients à un système sans filet.

PRÉVENIR PLUTÔT  
QUE GUÉRIR :  
LA LEÇON FRANÇAISE

**L'**Algérie est encore à temps d'éviter les erreurs que d'autres ont commises avant elle. La France en offre un exemple édifiant.

Plus d'un millier de centres de santé privés, créés dans les années 2010 sous statut associatif à but non lucratif pour alléger la pression sur les hôpitaux publics, ont été progressivement récupérés par des montages financiers pour le moins douteux, tombant aux mains de financiers sans scrupules, avant d'être fermés en 2023 ou lourdement sanctionnés au fil de scandales largement médiatisés. Des médecins ont été mis en exa-

men, des directeurs de centres poursuivis, des investisseurs emprisonnés. Depuis, des lois de plus en plus restrictives ont été adoptées pour tenter de freiner l'hémorragie, à la suite de rapports parlementaires accablants. Ce que la justice française a mis des années à démanteler, c'est un système où la santé des patients était devenue une simple variable d'ajustement au service de la rentabilité.

Mais dans ces sombres affaires médicales en France, un élément mérite d'être salué : le rôle décisif des patients. Sans hésitation, ils ont alerté les autorités compétentes, et celles-ci ont répondu avec une réactivité à la hauteur de l'enjeu. C'est précisément cette chaîne vertueuse, un citoyen vigilant, des autorités à l'écoute, une justice qui agit, qui a permis de mettre fin aux dérives avant qu'elles ne deviennent irréversibles.

C'est là tout le message pour l'Algérie : la régulation ne peut pas reposer sur les seules institutions. Elle se construit aussi par le bas, par des patients informés de leurs droits, et où personne, quel que soit son statut, ne se croit au-dessus de ses responsabilités. Les autorités doivent par ailleurs sanctionner sévèrement quiconque ose jouer avec la santé des citoyens.

Un secteur de santé sain est celui où chaque acteur, soignant, patient, régulateur, joue pleinement son rôle, et où personne, quel que soit son statut, ne se croit au-dessus de ses responsabilités. Les autorités doivent par ailleurs sanctionner sévèrement quiconque ose jouer avec la santé des citoyens.

L'Algérie a cette chance rare de pouvoir apprendre sans avoir à subir. Le secteur privé y est encore jeune, les structures en cours de consolidation, et les marges de manœuvre réglementaires existent. Mais cette fenêtre ne restera pas ouverte indéfiniment.

Plus le secteur grossit sans cadre contraignant, plus le risque de voir émerger une oligarchie financière capable de peser sur les décisions locales et de faire prévaloir ses intérêts sur l'intérêt général devient réel, rendant toute régulation ultérieure d'autant plus difficile et coûteuse.

Mieux vaut poser les garde-fous aujourd'hui, pendant que le chantier est encore en cours, que de devoir un jour démanteler ce qu'on aurait laissé dériver. Une chose est certaine : Le tourisme médical, avec tout ce qu'il peut apporter en matière d'entrée de devises et de rayonnement pour le pays, ne pourra réellement se développer que lorsque l'État aura fait le ménage dans le secteur, en imposant un contrôle rigoureux, des règles claires et des sanctions exemplaires contre toutes les dérives, qu'elles soient financières ou sanitaires. Car, en matière de santé, rien ne peut prévaloir sur la sécurité, la dignité et la confiance du patient.

*\*Enseignant  
Université Paris 8, formé à l'École  
des Hautes Études en Sciences Sociales  
en anthropologie, et responsable  
d'une clinique dentaire privée en France.*



## L'essence substantielle et le destin de l'humanité

## D'Artémis II au détroit d'Ormuz

Par Medjdoub Hamed\*

## Une philosophie de l'histoire en acte

Le 10 avril 2026, quatre astronautes amerrisaient au large de la Californie après avoir accompli un tour de la Lune à bord de la capsule Orion, couronnant la mission Artémis II. Reid Wiseman, Victor Glover, Christina Koch, Jeremy Hansen, un homme blanc américain, un homme noir américain, une femme blanche américaine, un homme blanc canadien. Premier vol habité autour de la Lune depuis un demi-siècle. Ce même mois, au Moyen-Orient, des milliers de civils mouraient sous les bombardements. Des enfants iraniens formaient des boucliers humains autour de ponts et de centrales électriques. Le vice-président américain quittait Islamabad après vingt et une heures de négociations infructueuses. Donald Trump annonçait le blocus du détroit d'Ormuz.

Deux images simultanées : l'humanité en orbite lunaire, et l'humanité en guerre. Loin d'être une contradiction, cette simultanéité est le cœur même de ce que nous allons tenter de penser ici, sous le nom d'« Essence Substantielle ».

L'ESSENCE SUBSTANTIELLE :  
DÉFINITION D'UN CONCEPT

L'Essence Substantielle divine immanente désigne la présence de Dieu ou du sacré à l'intérieur même du monde, de la Nature comme de la nature de l'être humain.

Elle est la transcendance, inaccessible parce que, sans le savoir, notre pensée nous dit que nous venons d'elle. Cette conception implique que la divinité imprègne toute la création, la réalité ultime agissant au cœur de l'existence plutôt qu'à l'extérieur.

Ceux qui réfutent cette immanence ne la réfutent que parce qu'elle leur a octroyé le libre-arbitre, et ils ne changent en rien à la Nature du monde. Elle est la logique interne de ce que l'humanité est : une logique qui se déploie à travers chaque être humain, sans que nul ne la commande, sans que nul n'en soit exempt.

Les humains n'existent que par leurs corps et leurs pensées, qui sont tous deux donnés. Ils ne se sont pas choisis. Leur langue, leur culture, leurs désirs profonds, leur capacité même à penser, tout cela leur a été octroyé. Même le libre-arbitre dont ils se réclament leur a été accordé. En ce sens, l'Essence Substantielle agit en chaque être humain comme une logique qui le précède et le dépasse, sans qu'il en prenne conscience. « Nous ne commandons pas nos destins. Nous le croyons seulement ; et c'est précisément ce qui fait notre essence d'être. »

C'est dans cet espace, entre la croyance en notre liberté et la réalité de notre conditionnement, que l'Essence opère. Elle n'est pas une puissance extérieure qui interviendrait comme un deus ex machina. Elle est la totalité se pensant elle-même à travers les êtres finis que nous sommes.

VICTOR GLOVER  
OU LA RÉOLUTION  
D'UNE CONTRADICTION

La composition de l'équipage d'Artémis II n'est pas un accident de parcours, ni simplement une décision institutionnelle de la NASA soucieuse d'inclusivité. Elle est, dans la perspective philosophique que nous développons, une nécessité ontologique.

Les grands-parents de Victor Glover ont vécu sous les lois de ségrégation raciale aux États-Unis. En quelques générations, un souffle dans l'histoire de l'espèce, un descendant d'esclaves orbite autour de la Lune au nom de l'humanité entière. Cela ne s'est pas produit parce que Victor Glover seul l'a décidé, ni même parce que le mouvement des droits civiques seul l'a rendu possible, aussi nécessaire et héroïque qu'il fût. Cela s'est produit parce que l'Essence Substantielle ne pouvait pas laisser indéfiniment une partie d'elle-même enchaînée. L'esclavage était une contradiction interne de l'humanité avec elle-même, la négation d'une part de ce qu'elle est. Et toute contradiction interne, par la loi même de ce qui est, doit se résoudre.

« L'Essence Substantielle est entière en chacun, ou elle n'est en aucun. »

Victor Glover autour de la Lune est la résolution de cette contradiction, non par vengeance, non par compensation, mais par nécessité on-

tologique. Ce qui avait été nié devait être affirmé. Et il devait être affirmé à la plus haute altitude que l'humanité ait jamais atteinte.

LA GUERRE D'IRAN  
OU LA DÉMENCE QUI  
SE CORRIGE

Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël déclenchaient l'opération « Fureur épique » contre l'Iran. Des frappes visant le programme nucléaire iranien, les centres de commandement, entraînant la mort du Guide suprême Ali Khamenei. Des milliers de morts, principalement en Iran. Le prix du pétrole et du gaz mondial en explosion. Face à l'ultimatum de Trump fixé au 8 avril, le gouvernement iranien mobilisa sa population avec une intelligence stratégique remarquable. Comprenant que la vulnérabilité principale de Washington n'était pas militaire mais politique et médiatique, Téhéran appela sa jeunesse à former des boucliers humains devant les centrales électriques, les ponts et les grandes infrastructures vitales du pays.

Des milliers de jeunes Iraniens, femmes, hommes, enfants, artistes, étudiants, répondirent à cet appel. Le vice-ministre Alireza Rahimi avait convié « tous les jeunes, athlètes, artistes, lycéens, étudiants et leurs professeurs » à se joindre à ces chaînes humaines.

Trump, de son côté, avait déclaré sur Truth Social : « Une civilisation entière va mourir ce soir. » Il avait annoncé la destruction de tous les ponts d'Iran, l'extinction de toutes ses centrales électriques, en quatre heures, si nécessaire. L'homme-président se prenait pour un dieu. Et pourtant, moins d'une heure avant l'expiration de son propre ultimatum, Trump signait un cessez-le-feu. Les marchés explosaient à la hausse. Le pétrole chutait de 17%. La première puissance du monde avait reculé, non par générosité, mais parce que quelque chose, en elle, ne pouvait pas assumer ce que les images montraient : des enfants sur des ponts.

« Donald Trump ne commande pas sa pensée. C'est sa pensée qui dicte ce qu'il doit dire sans qu'il en prenne conscience. L'Essence Substantielle a éclairé la partie forte que ce plan n'était pas possible. »

Ce « calcul » que Trump a cru faire, sur les prix du pétrole, sur l'opinion publique, sur le droit international, n'était pas vraiment le sien. Il était traversé par une impossibilité que l'Essence lui rendait dans sa pensée insupportable.

LE RAPPORT DE FORCE ET SES  
LIMITES ONTOLOGIQUES

Aucune trêve ne pouvait exister sans l'aval final de Washington. Si le Pakistan a fourni le canal diplomatique, la décision de suspendre les frappes appartenait à la Maison-Blanche. L'initiative pakistanaise fut une médiation poussée : tout indique que Trump lui-même encouragea cette médiation en coulisses, cherchant une porte de sortie honorable face à une économie mondiale déstabilisée par le blocage du détroit d'Ormuz. Après l'échec des pourparlers d'Islamabad, vingt et une heures de négociations sans accord, Trump annonça le blocus naval du détroit d'Ormuz. Les Gardiens de la Révolution répondirent en menaçant d'un « tourbillon mortel ». L'Iran déclara avoir le détroit entièrement sous contrôle. Les États-Unis revendiquèrent « une victoire totale et complète ». L'Iran revendiqua « une grande victoire ». Cette symétrie des déclarations révèle que ni l'un ni l'autre n'a obtenu ce qu'il voulait vraiment. L'Essence Substantielle a imposé sa propre logique aux deux. Car le but inavoué de Washington était double et existentiel : mettre fin définitivement au programme nucléaire iranien, et obtenir que l'Iran remette les 450 kg d'uranium enrichi à 60%. Si l'Iran acceptait, c'en était fini de lui en tant que puissance régionale. Ce serait une capitulation structurelle, et la fin du soutien à la cause palestinienne, la soumission définitive d'un peuple entier. L'Iran ne pouvait pas céder. C'est pourquoi les négociations ont échoué. Et elles devaient échouer ; n'oublions pas qu'au-dessus d'eux l'« Essence substantielle » veille sur sa Création.

LE MAL COMME COMPOSANTE  
CONSTITUTIVE

L'humanité n'a pas été créée pour vivre éternellement sur terre sans maladie, sans mort,



sans guerre. Le mal, la souffrance, la finitude ne sont pas des accidents de la condition humaine, ni des échecs de l'Essence Substantielle. Ils en sont des composantes constitutives. Sans le mal, le bien n'aurait pas de nom. Sans la mort, la vie n'aurait pas de prix. Sans la guerre, la paix ne serait qu'un état neutre, indifférent, sans saveur. C'est le mal qui pousse l'humanité vers le bien, non comme une récompense finale promise au bout d'un chemin rectiligne, mais comme la tension permanente qui donne sens à l'existence.

La souffrance de la mère iranienne qui pleure son enfant tué par des bombardements n'est pas une erreur du système humain. Elle est, dans toute sa violence et toute sa douleur, ce qui donne à l'humanité son épaisseur morale. Sans elle, le sens de la vie, de la mort, de la souffrance serait vide. Cette position n'est pas du cynisme. Elle est une lucidité radicale, qui rejoint, sous des formes différentes, Héraclite (la guerre comme mère de toutes choses), Hegel (la négation comme moteur du progrès), et la théologie du *felix culpa* (la faute originelle comme nécessaire à la rédemption). « L'humanité progresse selon ce qui lui est prescrit. Elle ne monte pas vers les étoiles par hasard : elle y est conduite, par stades, à travers ses contradictions et ses déchirements. »

L'ESSENCE VEILLE  
SUR CE QUI LUI APPARTIENT

L'Iran n'est pas seulement en train de défendre son programme nucléaire, ni même sa souveraineté nationale. Il est le vecteur d'une cause qui le dépasse : la cause palestinienne. Et cette cause est portée par l'Essence Substantielle, qui ne peut laisser un peuple entier disparaître sans réponse. Les guerres, ce sont les grandes puissances qui les créent. Les États-Unis en déclin font tout pour écraser l'Iran et maintenir Israël au-dessus des autres pays de la région, parce qu'il y a les richesses de pétrole, et surtout le pétrodollar. Tout est calcul et égoïsme des grandes puissances. Mais au-dessus, il y a quelqu'un qui veille. L'Essence Substantielle

veille sur ce qui lui appartient. Trump peut déclarer ce qu'il veut, bloquer le détroit d'Ormuz, attaquer l'Iran s'il le juge utile. Mais la victoire appartient d'abord à l'Essence avant les humains. Comme l'esclavage était une contradiction que l'Essence ne pouvait laisser indéfiniment non résolue, et qu'elle a résolue, à travers des siècles de souffrance, jusqu'à Victor Glover en orbite lunaire, la soumission totale du peuple palestinien serait une autre contradiction que l'Essence ne peut absorber indéfiniment.

ÉPILOGUE : LA RÉCURSIVITÉ  
DE L'ESSENCE

Il reste une tension que toute honnêteté philosophique doit affronter. Si nous ne commandons pas nos destins, à qui s'adresse cette philosophie ? Pourquoi l'écrire, si nul ne décide vraiment de la lire ou de la recevoir ?

La réponse est dans le système humain lui-même. Écrire cette philosophie est aussi un acte de l'Essence Substantielle, qui cherche à se connaître elle-même à travers nous. Ce serait alors moins une contradiction qu'une récursivité, l'Essence qui prend conscience d'elle-même par le biais de ceux qu'elle anime.

C'est exactement ce que Hegel appelait l'Esprit absolu : non pas une entité extérieure, mais la totalité qui se pense elle-même à travers les êtres finis que nous sommes. Le philosophe n'est pas celui qui commande la pensée. Il est celui à travers qui la pensée se commande elle-même. Et peut-être est-ce là la formulation la plus juste de l'Essence Substantielle :

« Une logique interne qui se déploie à travers chaque être humain, sans que nul ne la commande, sans que nul n'en soit exempt. Le bien et le mal, la guerre et la paix, la démenace et la sagesse sont ses modes d'expression. Et sa seule direction, si direction il y a, c'est vers une conscience croissante d'elle-même, une conscience qui passe par des êtres qui pensent, qui souffrent, qui écrivent, et qui finissent par comprendre, même imparfaitement, ce qu'ils sont. »

\*Chercheur en économie mondiale, Relations internationales et Prospective



# «Les nazis cachaient leurs crimes. Israël les revendique.» Pendant que Trump rêve d'une Riviera sur des ossements d'enfants, Israël exécute le premier génocide revendiqué en direct de l'Histoire.

*Il y a des crimes que l'humanité ne peut pas nommer sans trembler. Il y a des silences qu'elle ne peut pas garder sans se condamner. Gaza, mai 2026 : nous sommes à la croisée de ces deux impossibilités.*

Par Laala Bechetoula \*

Il existe dans l'Histoire quelques moments où les mots ordinaires capitulent. Où le vocabulaire de la diplomatie, du journalisme, même de la littérature, devient indignement insuffisant face à ce que les yeux voient et que la conscience refuse d'intégrer. Nous sommes dans un de ces moments. Il s'appelle Gaza. Et il défie depuis deux ans et demi toute tentative de le réduire à un « conflit », une « crise », une « situation humanitaire préoccupante ».

Ce qui se passe à Gaza a un nom. Ce nom, la Cour internationale de Justice l'a prononcé dès janvier 2024 en ordonnant à Israël de prendre des mesures conservatoires contre un « risque réel et imminent de génocide ». Ce nom, Human Rights Watch l'a assumé en 2024 en qualifiant la privation délibérée d'eau de « crime contre l'humanité d'extermination ». Ce nom, des spécialistes de l'Holocauste et des génocides établi dans les universités les plus respectables du monde l'ont écrit, signé, publié. Ce nom, je l'écris à mon tour, sans peur et sans honte : génocide. Et j'y ajoute ceci, qui est ma contribution propre à ce verdict de l'Histoire : il s'agit du premier génocide que ses auteurs revendiquent publiquement, en direct, devant les caméras du monde entier.

Les nazis cachaient leurs crimes. Israël les revendique. Voilà la différence. Voilà aussi ce qui rend notre époque plus scandaleuse encore que celle qui a produit Auschwitz : car Auschwitz s'est fait dans le secret et la nuit, tandis que Gaza se fait à la lumière du jour, sous les satellites, devant les iPhones, en direct sur les réseaux sociaux — et le monde regarde.

## LA RIVIERA : UN HOMME D'AFFAIRES RÊVE SUR UN CHARNIER

Il faut prendre Trump au sérieux. Non pas parce qu'il mérite le respect intellectuel, mais parce que l'Histoire nous a appris que les fous dangereux ne sont pas ceux qu'on n'écoute pas, mais ceux qu'on n'écoute pas assez tôt. Et Trump a dit ce qu'il voulait faire de Gaza : une Riviera. Des hôtels. Des plages. Des marinas. Une réalisation immobilière sur des ossements d'enfants palestiniens.

Son « Board of Peace » — cette architecture juridique destinée à donner un vernis onusien à la colonisation — est vide de tout financement quatre mois après sa création, malgré les milliards promis par les pays membres. Un responsable a dû être envoyé en Arabie saoudite en avril pour supplier Riyad de tenir sa promesse d'un milliard de dollars. Personne n'a payé. Israël, lui, continue de tuer : au moins 910 Palestiniens assassinés depuis la signature du cessez-le-feu que Trump présente comme un champion de boxe présente un trophée qu'il n'a pas gagné.

La structure de gouvernance qu'il a imaginée est une obscénité juridique : une autorité palestinienne de façade placée sous un conseil exécutif arabo-américain, lui-même sous la tutelle d'un « Board of Peace » que préside Trump avec droit de veto absolu sur toutes les décisions — et sans représentation palestinienne réelle. C'est la Nakba administrative : on dépossède les Palestiniens même de leur droit à administrer leur propre servitude. On leur vole leur terre. On leur vole leur eau. On leur vole leurs enfants. Et on leur vole jusqu'à la fiction de leur propre gouvernance.

Ajoutons ceci, que les chancelleries n'osent pas dire : la divergence récente entre Trump et Netanyahu sur l'Iran n'est pas une rupture. C'est un désaccord d'actionnaires sur le calendrier. Trump veut son deal diplomatique avec Téhéran. Netanyahu veut sa guerre totale pour consolider son pouvoir intérieur. Les deux veulent la même chose pour Gaza : une terre sans résistance palestinienne, livrée à la colonisation, rebaptisée Riviera et ouverte aux investissements du Golfe. Le conflit de personnalité ne doit pas masquer la convergence de programme.

## LE FUTURICIDE : TUER UN PEUPLE JUSQU'À SON AVENIR

Une chercheuse française a forgé récemment un mot qui mérite d'entrer dans tous les dictionnaires de l'horreur contemporaine : *futuricide*. Il désigne la destruction systématique non seulement d'un peuple, mais de tout ce qui permettrait à ce peuple d'avoir un avenir : ses écoles, ses universités, ses hôpitaux, ses archives, ses bibliothèques, ses mosquées, ses églises, ses cimetières, ses arbres, sa mémoire, sa culture, son imaginaire collectif.

Le bilan du futuricide israélien à Gaza est vertigineux. Les seize universités de Gaza ont été détruites ou rendues inopérantes. Toutes. Pas une n'a été épargnée. Douze musées. Des centaines de bâtiments historiques. Des archives qui contenaient la mémoire de milliers d'années de présence humaine dans cette bande de terre. La Banque mondiale a estimé à plus de 300 millions de dollars les dommages au seul patrimoine culturel — chiffre qui ne traduit pas la perte, car la perte est inchiffrable. On ne tarifie pas l'effacement d'une mémoire collective.

Et les arbres. Les télédétections spatiales établissent qu'entre 64 et 94 % du couvert végétal de Gaza — selon les zones — a été décimé dans les seuls douze premiers mois de guerre. Les orangers. Les oliviers. Les citronniers. Ces arbres que les familles palestiniennes plantaient comme on plante des ancêtres, comme on inscrit un nom dans la terre. Abattus, brûlés, déracinés par les bulldozers. Les Romains salaient la terre de Carthage pour empêcher toute renaissance. Israël utilise les bulldozers, les bombes et le béton coulé dans les puits.

Cent mille mètres cubes d'eaux usées brutes se déversent chaque jour dans la Méditerranée depuis les systèmes d'assainissement effondrés de Gaza. Israël a détruit ou endommagé près de 90 % des infrastructures d'eau et d'assainissement — usines de dessalement, forages, canalisations, réseaux d'égouts. Des équipes de MSF ont documenté des tirs israéliens sur des camions-citernes clairement identifiés. Deux cent cinquante puits agricoles ont été détruits ou condamnés. Ce n'est pas un dommage collatéral. C'est une stratégie. La soif comme arme. La terre comme ennemi à stériliser.

## LES ENFANTS : LE REGISTRE DE L'INFAMIE

Il faut écrire les chiffres. Les lire lentement. Les laisser entrer.

64 000 enfants tués ou mutilés en deux ans, selon l'UNICEF. Au moins 1 000 bébés parmi eux. Vingt-huit enfants tués chaque jour en moyenne au plus fort de la guerre — l'équivalent d'une classe entière massacrée quotidiennement — dont les corps parfois ne peuvent être retrouvés que dans les décombres, semaines après. Pendant le cessez-le-feu qui devait tout arrêter : un enfant tué chaque jour, pendant cent jours.

Ces enfants sont tués de toutes les façons que l'imagination humaine a pu concevoir pour détruire la chair : frappes aériennes, drones suicides, balles de snipers, malnutrition aiguë sévère, infections faute de soins, rats qui mordent dans les tentes de déplacés la nuit. Au cours du seul premier trimestre 2026, 383 enfants ont été admis dans les centres de nutrition de MSF à Gaza, dont 35 % souffraient de malnutrition aiguë sévère. Trente-cinq pour cent. Cela signifie qu'un enfant sur trois qui arrive dans un centre MSF est en train de mourir de faim.

Des enfants tués pendant qu'ils faisaient la queue pour de la nourriture. Tués dans des cliniques médicales alors qu'ils attendaient des suppléments nutritionnels. Tués dans leurs maisons. Tués dans leurs tentes. Tués dans les bras de leurs mères. Tués, et leurs mères aussi. L'UNICEF a posé la question publiquement, depuis la bande de Gaza, au Conseil de sécurité de l'ONU : « Combien d'autres petites filles et petits garçons devront encore mourir ? Quelle atrocité devra encore être diffusée en direct pour que la communauté internationale se mobilise ? » Le Conseil de sécurité a répondu en adoptant des résolutions que personne n'a appliquées.



## TUER LES TÉMOINS : L'OBSCURITÉ COMME COMPLÈMENT DU CRIME

Gaza est le conflit le plus meurtrier pour les journalistes de toute l'Histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas un hasard. Ce n'est pas un dommage collatéral. C'est une politique. Au 9 avril 2026, 359 journalistes avaient été tués en 916 jours. Le Comité pour la protection des journalistes (CPI) l'a écrit explicitement : « la guerre d'Israël contre Gaza est plus meurtrière pour les journalistes que toute autre guerre précédente ». Selon Reporters sans frontières, les forces israéliennes ont délibérément visé des journalistes palestiniens.

Le 25 août 2025 : une double frappe ciblée sur un bâtiment de l'hôpital Nasser de Khan Younés, où se trouvaient des journalistes d'Al Jazeera, Reuters et AP. Un drone frappe. Les secours arrivent pour évacuer les blessés. Huit minutes plus tard, une deuxième frappe sur les mêmes secours. Vingt morts. Parmi eux, Hossam al-Masri, photographe Reuters depuis des décennies. Son fils de quinze ans était là le lendemain, tenant l'appareil photo détruit de son père. Ce geste d'un enfant tenant la caméra écrasée de son père est plus fort que tous les discours : c'est la mémoire qui refuse de mourir même quand on tue ceux qui la portent.

Depuis octobre 2023, plus de 400 travailleurs humanitaires ont été tués. Plus de 1 300 professionnels de santé. Le 23 mars 2025 à Rafah : 15 secouristes, clairement identifiables dans leurs véhicules marqués, tués délibérément. Leurs corps retrouvés dans une fosse commune le 30 mars. Le gouvernement israélien a répondu à cela en annonçant, le 31 décembre 2025, l'interdiction d'accès à Gaza pour 37 organisations humanitaires — dont MSF, Médecins du Monde, Oxfam, Handicap International — sous l'accusation grotesque d'« exploitation des cadres humanitaires à des fins de terrorisme ». Tuer les témoins. Interdire les soignants. Couler du béton dans les puits. Tel est le triptyque du crime parfait.

## PLUS QUE LES NAZIS : LE MOT JUSTE DEVANT L'HISTOIRE

Je sais ce que cette section va susciter comme réactions. Je les anticipe et je les refuse. Cette comparaison n'est pas une provocation. Elle n'est pas le produit de l'émotion ou de la partialité. Elle est le résultat d'une lecture froide des faits, des méthodes et des intentions.

Des spécialistes académiques de l'Holocauste et des génocides — pas des militants, des universitaires formés à l'étude clinique des pires crimes de l'humanité — ont établi la comparaison. Ils ont noté que dès septembre 2024, alors que le bilan était bien inférieur au chiffre d'aujourd'hui, Gaza avait déjà dépassé en proportion de victimes civiles la plupart des conflits des soixante-dix dernières années — Vietnam, Yougoslavie, Syrie, Yémen compris. 70 kilotonnes d'explosifs largués sur 365 km<sup>2</sup> : six fois la bombe d'Hiroshima, sur un territoire six fois plus peuplé que ne l'était cette ville japonaise.

Mais voici ce que la comparaison nazie éclaire spécifiquement et qu'il faut dire sans détours : l'extermination nazie était organisée dans le se-

cret, dissimulée derrière des euphémismes bureaucratiques, niée publiquement par ses auteurs. Les officiers SS avaient honte — non pas de leurs crimes, mais de ce que leur connaissance publique ferait à leur image. C'est pourquoi Himmler disait à ses hommes que ce secret devrait être emporté dans la tombe.

Le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant a déclaré devant les caméras : « Nous combattons des animaux humains, et nous agissons en conséquence ». Le ministre Ben Gvir a publié sur les réseaux sociaux une vidéo de militants agenouillés, menottés et humiliés, comme un trophée. Des membres de la Knesset ont voté pour la colonisation permanente de Gaza. Des soldats israéliens ont filmé leurs propres destructions et les ont partagées avec fierté. Aucun secret. Aucune honte. Aucun euphémisme. Voilà la différence : **les nazis cachaient leurs crimes. Israël les revendique.**

Ce renversement — la revendication publique du crime — constitue une mutation qualitative dans l'histoire de la barbarie humaine. Il signifie que nous avons franchi un seuil : celui où le bourreau n'a plus peur du regard du monde. Et si le bourreau n'a plus peur, c'est que le monde a déjà abdiqué sa fonction de témoin.

## LA FAMINE : LE CRIME PARFAIT, LE CRIME SANS BRUIT

Il y a les morts que les bombes font. Bruyantes, visibles, photographiables. Et il y a les morts que la faim fait. Silencieuses, lentes, invisibles. Gaza subit les deux simultanément — et c'est la combinaison des deux qui définit la méthode : on tue vite ceux qui résistent, et on laisse mourir lentement ceux qui survivent. Le nombre de camions d'aide alimentaire entrant à Gaza est passé d'une moyenne hebdomadaire de 4 200 à seulement 590 après la fermeture de tous les points de passage en février 2026. Cinq organisations humanitaires majeures — dont Oxfam, Save the Children et le Conseil norvégien pour les réfugiés — ont publié en avril un bilan commun : le plan de cessez-le-feu est un échec. Les Palestiniens continuent de subir des privations extrêmes, la faim, des blessures et des pertes humaines. Ce bilan, aucun gouvernement occidental ne l'a repris comme programme d'action. On l'a lu. On l'a classé. On est passé à autre chose. La malnutrition est aujourd'hui la première cause de mortalité à Gaza, en particulier chez les enfants. La propagation des rongeurs — ces rats qui infestent les tentes, mordent les bébés, contaminent les réserves alimentaires — est devenue une crise de santé publique supplémentaire. L'effondrement des systèmes d'assainissement a inondé les ruelles de Gaza d'eaux usées : 44 % des consultations médicales à Gaza concernent des maladies d'origine hydrique. Boire l'eau qui tue. Manger ce qui reste. Survivre dans les décombres de tout ce qui permettait de vivre. C'est cela, Gaza en mai 2026.

Suite en page 09

\* Historien, journaliste et analyste géopolitique algérien. Research Associate, Centre for Research on Globalization (Montréal). Publié dans Countercurrents, Global Research, Réseau International, Le Quotidien d'Oran, Sri Lanka Guardian, Just International, Nexus Newsfeed, Ummid.com.



## «Les nazis cachaient leurs crimes. Israël les revendique.»

Suite de la page 8

### LA COLONISABILITÉ DU MONDE : LE VRAI SCANDALE

Malek Bennabi — ce géant de la pensée que l'Algérie a engendré et que le monde arabe n'a pas encore assez lu — avait théorisé le concept de *colonisabilité* : cette disposition intérieure, cette faille dans la conscience d'une civilisation, qui la rend disponible à sa propre domination. La colonisabilité, ce n'est pas seulement le fait d'être colonisé. C'est le fait d'accepter sa propre servitude, de l'administrer, de finir par la protéger contre ceux qui voudraient en sortir. Le monde arabe de 2026 est un cas d'école de colonisabilité. Ses gouvernements gardent leurs ambassades à Tel Aviv. Ils maintiennent leurs lignes aériennes vers Israël. Ils signent, ou envisagent de signer, des Accords d'Abraham que Trump leur présente comme un bon deal dans un pacte global sur l'Iran. Riyad et Doha ont été mis en demeure par Trump lui-même : normaliser avec Israël ou être exclus de l'accord sur l'Iran. C'est le chantage diplomatique dans sa forme la plus crue — et plusieurs capitales arabes s'apprentent à céder.

Pendant ce temps, Gaza. Pendant ce temps, 72 700 morts. Pendant ce temps, 64 000 enfants tués ou mutilés. Pendant ce temps, 359 journalistes assassinés. Pendant ce temps, la culture, la mémoire, l'eau, les arbres, les universités, les hôpitaux : tout détruit. Et l'Occident ? Il a transformé le mot « complexité » en bouclier contre la vérité. « La situation est complexe. » Non. Elle ne l'est pas. Elle est simple. Un État bombe systématiquement une population civile enfermée dans un territoire sans issue, détruit ses sources d'eau et de nourriture, tue ses médecins et ses journalistes, rase ses universités et son patrimoine, et revendique tout cela publiquement. C'est simple. C'est un crime. Et le refuser, c'est être complice.

Ibn Khaldoun nous l'a enseigné : les empires ne tombent pas sous les coups de leurs ennemis. Ils s'effondrent de l'intérieur, quand leur *assabiyya* — leur sens du bien commun, leur cohésion morale — se corrompt jusqu'à l'os. L'Occident est en train de vivre cette décomposition. Un Occident qui a passé deux siècles à proclamer les droits de l'homme et qui ne peut pas prononcer le mot génocide quand il se déroule sous ses satellites est un Occident dont l'*assabiyya* est morte.

### APPEL À L'HUMANITÉ — AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD

Je n'écris pas pour ceux qui savent déjà. Je n'écris pas pour les convaincus. J'écris pour ceux qui hésitent encore, qui pensent que la politique internationale est trop compliquée pour eux, que ce qui se passe à Gaza est loin, que leur voix ne compte pas, que l'Histoire est écrite par des forces qui les dépassent.

J'écris pour leur dire : l'Histoire est toujours écrite par des gens ordinaires qui ont refusé d'être ordinaires à un moment extraordinaire. Les résistants français étaient des instituteurs, des boulangères, des cheminots, des étudiants. Les militants du mouvement des droits civiques américain étaient des pasteurs, des élèves de lycée, des couturières. Nelson Mandela était un avocat que le monde avait condamné à la prison à vie. Et Rosa Parks était une couturière fatiguée qui a refusé de se lever dans un bus.

Le refus est toujours possible. Il commence par les gestes les plus petits et les plus grands à la fois.

**Boycotter.** Le BDS — Boycott, Désinvestissement, Sanctions — n'est pas une posture radicale. C'est le seul levier non-violent que l'Histoire a validé pour contraindre un régime d'apartheid. Il a fonctionné en Afrique du Sud. Il peut fonctionner ici.

**Manifester.** Descendre dans la rue n'est pas symbolique. C'est politique. Les gouvernements comptent les manifestants comme ils comptent les votes. Des dizaines de milliers dans les rues de Bruxelles, Londres, Paris, Alger, Beyrouth, Jakarta, Buenos Aires : cela change les équations électorales. Et les équations électorales changent les politiques.

**Exiger.** De vos élus, de vos maires, de vos ambassadeurs, de vos universités, de vos fonds de pension : la rupture de tout lien économique, académique et diplomatique avec un État reconnu coupable de crimes contre l'humanité par les plus hautes instances juridiques internationales. Exiger l'exécution des mandats d'arrêt de la CPI. Exiger que les camions d'aide entrent sans restriction. Exiger que votre pays cesse de vendre des armes à un état génocidaire.

**Témoigner.** Ne pas se taire dans les diners, les salles de classe, les mosquées, les églises, les synagogues, les réunions de quartier. Nommer ce qui se passe. Corriger celui qui dit « conflit » quand il faut dire « génocide ». Nommer l'assassin quand il tue. La langue est un acte politique. As

**Gaza brûle.**  
Le monde regarde.  
Et dans ce regard immobile,  
se joue le verdict de notre époque.  
**Gaza n'est pas une cause.**  
**Gaza est un miroir.**

Et ce miroir nous renvoie aujourd'hui l'image de ce  
que nous sommes vraiment.

Laala Bechetoula

# Quand le blocus d'Ormuz renforce la puissance énergétique américaine

Par Khider Mesloub

Depuis des années, les États-Unis ne dépendent plus directement du détroit d'Ormuz pour leur approvisionnement ni pour leurs exportations pétrolières. Cette réalité marque une transformation historique majeure de leur position énergétique mondiale. Durant plusieurs décennies, notamment après les chocs pétroliers des années 1970, la sécurité du Golfe persique constituait pour Washington un impératif stratégique vital : l'économie américaine demeurait alors fortement dépendante des hydrocarbures moyen-orientaux, et toute perturbation du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz menaçait directement sa stabilité économique intérieure.

### LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE AMÉRICAINE ET LE DÉCLIN STRATÉGIQUE D'ORMUZ

Cette configuration a profondément changé au cours des quinze dernières années sous l'effet de la révolution des hydrocarbures non conventionnels. Grâce à l'exploitation massive du pétrole et du gaz de schiste, les États-Unis sont devenus l'une des premières puissances énergétiques mondiales, à la fois productrice et exportatrice. Leur dépendance structurelle au pétrole du Golfe s'est considérablement réduite. L'essentiel de leurs approvisionnements énergétiques provient désormais de leur propre territoire, du Canada ou d'autres partenaires du continent américain. Quant à leurs exportations pétrolières et gazières, elles transitent principalement par les terminaux du golfe du Mexique et non par les routes maritimes du Golfe persique.

Dans ces conditions, un blocus du détroit d'Ormuz ne pénaliserait pas directement les États-Unis, dont l'approvisionnement et les exportations énergétiques ne dépendent plus structurellement des hydrocarbures du Golfe persique. En revanche, les grandes économies asiatiques, fortement dépendantes des hydrocarbures du Moyen-Orient, seraient immédiatement exposées à de graves tensions énergétiques et industrielles. La Chine, l'Inde, le Japon ou encore la Corée du Sud importent une part considérable de leur pétrole depuis les monarchies du Golfe. Pour ces puissances industrielles, le détroit d'Ormuz demeure une artère énergétique vitale. Son interruption provoquerait des tensions immédiates sur leurs chaînes d'approvisionnement, leurs coûts industriels et leur sécurité énergétique. À l'inverse, les États-Unis disposent aujourd'hui d'une autonomie énergétique relative qui les protège largement d'une rupture matérielle directe des flux pétroliers transitant par le Golfe.

### LE CHOC PÉTROLIER COMME LEVIER DE PUISSANCE GÉOÉCONOMIQUE

Or, dans un système économique mondial interconnecté, les hydrocarbures obéissent à une dynamique de marché étroitement intégrée, de sorte que toute perturbation majeure dans le Golfe entraîne mécaniquement une flambée des prix internationaux du pétrole et du gaz. Cette hausse des prix possède également une autre dimension souvent sous-estimée : elle tend simultanément à renforcer la position des grandes puissances exportatrices d'énergie. Or, les États-Unis figurent désormais parmi les principales d'entre elles.

Dans ce contexte de hausse durable des cours du pétrole et du gaz, les producteurs américains de pétrole de schiste et les exportateurs de gaz naturel liquéfié voient leurs marges et leur compétitivité internationale augmenter fortement. Plus les prix mondiaux montent, plus l'exploitation des hydrocarbures américains devient rentable, y compris dans des gise-

ments auparavant jugés trop coûteux. Cette dynamique favorise particulièrement les grandes compagnies énergétiques américaines ainsi que l'expansion des exportations vers l'Europe et l'Asie.

La crise ukrainienne a déjà fourni une illustration de ce phénomène. La rupture progressive entre l'Europe et les hydrocarbures russes a entraîné une augmentation massive des exportations américaines de gaz naturel liquéfié vers le marché européen. Les tensions géopolitiques ont ainsi contribué à renforcer le rôle énergétique international des États-Unis. Une crise prolongée dans le détroit d'Ormuz produirait des effets comparables à une échelle encore plus vaste. Plus les approvisionnements du Golfe deviendront instables, vulnérables ou coûteux, plus de nombreux pays importateurs chercheront à diversifier leurs fournisseurs afin de réduire leur exposition géopolitique. Dans cette stratégie de diversification, les États-Unis apparaissent comme un fournisseur relativement stable, disposant de capacités d'exportation considérables et d'infrastructures énergétiques en expansion continue.

L'instabilité chronique du Moyen-Orient ne constitue plus pour Washington un handicap stratégique comparable à celui qu'elle représentait au XXe siècle. À l'époque où l'économie américaine dépendait directement du pétrole du Golfe, toute perturbation régionale menaçait immédiatement ses intérêts vitaux. Aujourd'hui, la situation s'est inversée : un choc pétrolier mondial peut désormais renforcer les intérêts énergétiques et commerciaux des États-Unis en favorisant une hausse durable des prix des hydrocarbures et l'expansion de leurs exportations.

### CRISE D'ORMUZ ET RECOMPOSITION DES RAPPORTS DE FORCE ÉNERGÉTIQUES MONDIAUX

C'est dans ce cadre que nous formulons la thèse suivante : un blocage prolongé du détroit d'Ormuz renforcerait objectivement la position énergétique américaine dans l'économie mondiale. Une rarefaction partielle du pétrole du Golfe sur les marchés internationaux, combinée à une flambée durable des prix, augmenterait mécaniquement l'attractivité des hydrocarbures américains. Les importateurs européens et asiatiques, soucieux de sécuriser leurs approvisionnements, seraient incités à accroître leurs achats auprès des producteurs américains, même à des coûts plus élevés.

Même dans l'hypothèse d'une réouverture du détroit sous contrôle iranien assortie de droits de passage élevés, les effets structurels resteraient potentiellement favorables aux exportateurs américains. L'instauration d'un péage stratégique sur l'une des principales routes énergétiques mondiales contribuerait à maintenir durablement des prix élevés ainsi qu'un climat d'incertitude logistique. Dans un marché mondial extrêmement sensible à la stabilité des flux énergétiques, cette situation pourrait encourager une partie croissante des acheteurs internationaux à réduire leur dépendance au Golfe persique au profit de fournisseurs jugés plus sûrs ou politiquement moins risqués, au premier rang desquels figureraient les États-Unis.

Dès lors, la question du détroit d'Ormuz dépasse largement le cadre régional du conflit entre l'Iran et ses adversaires. Elle touche à une recomposition beaucoup plus profonde des rapports de force énergétiques mondiaux. Le contrôle des routes maritimes, la sécurisation des approvisionnements et la redistribution des marchés du pétrole et du gaz constituent aujourd'hui des enjeux centraux de la compétition géoéconomique internationale. Dans cette nouvelle configuration, les États-Unis apparaissent moins comme une puissance vulnérable aux crises du Golfe que comme un acteur susceptible de transformer l'instabilité énergétique mondiale en levier supplémentaire de consolida-

tion de sa puissance géoéconomique.

En conséquence, le blocus du détroit d'Ormuz comme sa réouverture sous contrôle tarifaire iranien serviraient, dans les deux cas, les intérêts énergétiques des États-Unis.

À cet égard, à en croire les discours officiels, Trump prétend vouloir négocier avec Téhéran et rétablir la libre circulation dans le détroit d'Ormuz. Or, à chaque fois que l'hypothèse d'un accord paraît se rapprocher, il torpille lui-même les négociations par de nouveaux bombardements contre l'Iran, révélant ainsi que la prolongation du conflit et le maintien du blocage du détroit d'Ormuz servent davantage les intérêts géostratégiques et économiques du capital américain qu'une résolution rapide de la crise. Plusieurs médias internationaux ont d'ailleurs relevé le décalage croissant entre les déclarations diplomatiques américaines et la poursuite des opérations militaires contre l'Iran. Symptomatiquement, les États-Unis ont repris leurs frappes contre le sud de l'Iran ce mardi 27 mai au moment même où Washington affirmait poursuivre les négociations avec Téhéran, alimentant ainsi les accusations iraniennes de violation de la trêve.

### HYDROCARBURES, INDUSTRIE DE L'ARMEMENT ET CAPITALISME MILITARISÉ AMÉRICAIN

En dernière analyse, les tensions autour du détroit d'Ormuz n'auront pas uniquement bénéficié aux exportateurs américains d'hydrocarbures. Elles auront également contribué à renforcer l'ensemble de l'appareil militaro-industriel étatsunien. Cette guerre contre l'Iran a stimulé l'expansion des dépenses militaires, la production d'armements, les contrats sécuritaires et les dépendances stratégiques des alliés régionaux de Washington. Elle aura également favorisé l'expansion spectaculaire du budget militaire américain, appelé à passer de moins de 1 000 milliards de dollars à plus de 1 500 milliards à l'horizon 2027. Cette hausse historique des dépenses de défense traduira moins une simple réponse conjoncturelle aux crises géopolitiques qu'un approfondissement de la militarisation structurelle du capitalisme américain et du poids croissant du complexe militaro-industriel dans l'économie des États-Unis. En outre, du fait de la montée des risques géopolitiques, les monarchies du Golfe intensifieront leurs achats d'équipements militaires, de systèmes antimissiles, de technologies de surveillance et d'armements sophistiqués auprès des industriels américains.

Dans cette configuration, la crise iranienne prolongée aura constitué non seulement un facteur de consolidation de la puissance énergétique des États-Unis, mais également un puissant levier de soutien au complexe militaro-industriel américain.

De ce fait, derrière les discours officiels sur la sécurité régionale et la stabilité internationale, la crise d'Ormuz aura participé plus profondément à une dynamique de militarisation du capitalisme américain, où intérêts énergétiques, expansion militaire et logique d'accumulation économique se sont mutuellement renforcés.

**En conclusion,** contrairement aux analyses des « experts » médiatiques occidentaux annonçant unedéroute américaine au Moyen-Orient, le capital des États-Unis sortira, comme lors des précédentes guerres menées par Washington, renforcé de ce conflit contre l'Iran. Force est de constater que les deux principaux piliers du capitalisme militarisé américain – les hydrocarbures et l'industrie de l'armement – auront tiré d'importants profits financiers de cette guerre délibérément prolongée. Trump, en agent zélé du capital américain, aura exécuté avec virtuosité la mission que lui avaient assignée ses maîtres. À ce titre, à défaut du prix Nobel de la paix qu'il convoitait tant, Trump mériterait au moins celui de la rentabilisation impériale des conflits.



## Fraîchement entrée en service Phase de démarrage réussie pour la nouvelle ZA de Sidi Belkheir

Houari Saaïdia

Dernier nouveau-né du grand pôle industriel d'Oued Tlélât, la nouvelle zone d'activités de Sidi Belkheir, dédiée au développement des PME et des investissements locaux avec les startups au premier plan, a marqué un démarrage tout en puissance, annonçant un avenir prometteur pour cette plateforme économique.

Réalisé en coordination avec l'Agence foncière de la wilaya d'Oran et la Direction de l'industrie, ce site est entièrement raccordé aux réseaux essentiels, assainissement, eau potable, gaz et autres commodités. A peine inaugurée, cette zone enregistre déjà le début de réalisation de projets économiques dans divers secteurs. Jadis simple commune agricole, Oued Tlélât s'impose désormais comme l'un des pôles économiques de l'Ouest algérien. Portée par l'implantation de l'usine Fiat et le développement massif de sa zone industrielle, la localité est en pleine mutation structurelle, redessinant sur sa lancée toute la carte économique locale et régionale. Implanté à quelques centaines de mètres du grand parc industriel de Tafraoui, l'ensemble « ZA + micro-ZA », d'une superficie globale de 92 ha (87 + 5), est constitué de 159 lots, d'une consistance de 900 et 30.000 m<sup>2</sup> chacun. La nouvelle zone d'activités de Tafraoui a fait l'objet, faut-il le rappeler, d'un consistant projet de viabilisation piloté par la DUAC pour un montant de crédit de 340 millions de DA. La mini-zone d'activités annexée au même site, d'une superficie de 5 ha, comprend quant à elle 48 lots, allant de 200 à 500 m<sup>2</sup>. Ces assiettes foncières sont mises à la disposition des jeunes porteurs de startups et PME susceptibles de booster l'économie locale en créant de la valeur ajoutée et de l'emploi.

Il y a lieu de noter par ailleurs que le pôle économique à vocation industrielle implanté dans la région de Tafraoui-El Hamoul est en plein processus d'aménagement. Composé essentiellement d'une hyper Zone industrielle (ZI), sa structure principale, d'une Zone d'activités (ZA) et d'une mini-Zone d'activités (M-ZA), ce pôle économique Oran-Sud revêt un intérêt tout particulier pour les pouvoirs publics.

### SUPERFICIE GLOBALE DE 92 HA POUR LA ZA ET LA MINI-ZA

A cet hyper-parc économique, il faut ajouter plusieurs dizaines d'entités industrielles et autres chaînes logistiques éparses dont la plupart ont pignon sur la route nationale n°108 reliant Oran à Ain Témouchent. Considérée comme étant le premier jalon, noyau dur et élément structurant, tout à la fois, de ce méga-parc industriel, l'usine de fabrication automobile Fiat, entrée en production le 11 décembre 2023 et qui compte produire 90.000 véhicules en CKD vers fin 2026, avec un taux d'intégration de plus de 35%, soit deux ans avant le seuil réglementaire de 30% prévu en 2028, n'en finit pas de drainer sur sa lancée des PME-PMI spécialisées pour mettre en place autour d'elle un réseau de sous-traitance automobile. A l'image de l'usine en cours de construction de fabrication de pneumatiques et bandages, un ambitieux investissement d'une entreprise privée 100% algérienne du nom Sarl El Hadj Larbi industries.

### CARREFOUR LOGISTIQUE STRATÉGIQUE

Au-delà de l'automobile, c'est la position géographique d'Oued Tlélât qui en fait un atout majeur pour l'économie nationale. Située à l'in-

tersection de l'Autoroute Est-Ouest et de la ligne ferroviaire desservant le port d'Oran, la zone industrielle (ZI) d'Oued Tlélât bénéficie d'une connectivité hors pair. Les rapports de la wilaya d'Oran soulignent que cette zone est devenue le hub logistique privilégié pour la distribution vers l'ouest et le sud du pays. L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) confirme une hausse significative des demandes de foncier industriel dans le secteur, témoignant de l'attractivité du site pour les plateformes de stockage et de distribution.

### AVENIR TRÈS PROMETTEUR

L'avenir d'Oued Tlélât semble tracé. À l'horizon 2030, la commune devrait consolider son statut de premier pôle mécanique national. Avec l'augmentation programmée des taux d'intégration industrielle et l'extension prévue des zones d'activités, la pression sur l'immobilier ne devrait pas faiblir. Le défi majeur pour les autorités locales sera de maintenir un équilibre entre développement industriel et préservation de la qualité de vie. Dernier fait en date, la mise en service de la zone d'activités de Sidi Belkheir, réalisée en coordination avec l'Agence foncière de la wilaya d'Oran et la Direction de l'industrie. Entièrement raccordée aux réseaux essentiels, assainissement, eau potable, gaz et autres commodités, cette zone est désormais prête à accueillir des projets économiques dans divers secteurs. Les différentes zones du pôle de Tlélât accueillent déjà plusieurs unités industrielles, dont certaines d'envergure nationale et même internationale, ainsi que d'autres investissements en perspective appelés à consolider le tissu industriel local et à renforcer l'attractivité économique de la région.

## Incendie de compteurs dans un immeuble à Akid Lotfi Le pire évité de justesse le 1<sup>er</sup> jour de l'Aïd

J. Boukraa

Le pire a été évité dans la wilaya d'Oran après un incendie qui s'est déclaré le premier jour de l'Aïd au niveau de plusieurs compteurs électriques dans une habitation collective située au quartier Akid Lotfi. L'incident, qui aurait pu provoquer des dégâts beaucoup plus importants, a nécessité une intervention rapide des services concernés. Dans un communiqué rendu public, la Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Oran a indiqué qu'un feu s'est déclenché au niveau de 24 compteurs électriques installés dans

l'une des cages d'escalier d'un immeuble. Alertées par les services de la Protection civile, les équipes techniques de la direction se sont déplacées immédiatement sur les lieux afin de sécuriser l'installation et éviter toute propagation des flammes. Grâce à la rapidité de l'intervention et à la coordination entre les différents services mobilisés, le danger a pu être rapidement maîtrisé.

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Oran a, par ailleurs, insisté sur l'importance du respect des règles de sécurité liées à l'utilisation des équipements électriques et gaziers, notamment à l'ap-

proche de la saison estivale marquée par une forte consommation énergétique. L'établissement public a également rappelé aux citoyens la nécessité de signaler sans délai toute anomalie, odeur suspecte ou incident technique en contactant le centre d'appel mis à disposition via le numéro 3303, accessible pour les situations d'urgence et les interventions rapides. A travers ce communiqué, la direction a renouvelé son appel à la vigilance et au respect des consignes de prévention afin de préserver la sécurité des habitants et protéger les installations énergétiques contre tout risque d'accident.

## Direction de la Santé

### 9 projets de polycliniques pour renforcer la couverture sanitaire

Neuf projets de polycliniques se font réalisés au niveau de plusieurs communes de la wilaya d'Oran, dans le cadre du renforcement de la couverture sanitaire et du rapprochement des services de soins des citoyens, a-t-on appris auprès de la direction de la Santé.

Le directeur de la Santé de la wilaya, Kassî Abdellah, a indiqué que ces projets se trouvent actuellement en phase d'étude au niveau de la direction des équipements publics, précisant que les travaux de réalisation devraient démarrer au cours de l'année 2027 après l'achèvement des procédures techniques et administra-

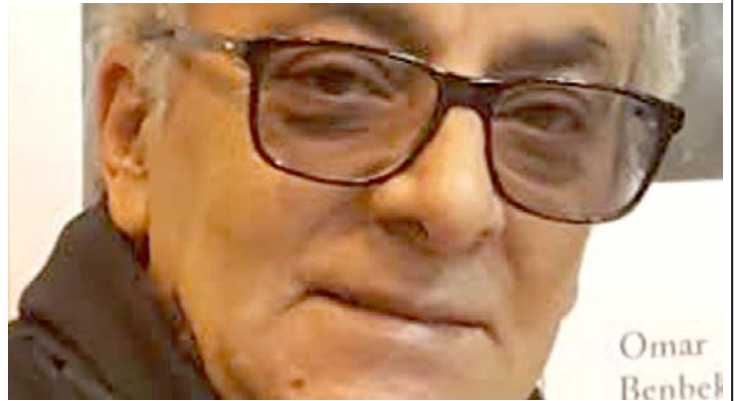
tives nécessaires. Les études concernent neuf communes de la wilaya, dont les communes d'Oran et d'Arzew, en réponse aux besoins enregistrés dans certaines zones. Ces projets ont été validés lors des opérations d'arbitrage au niveau du ministère des Finances, compte tenu de leur importance dans l'amélioration des conditions de prise en charge sanitaire de la population, selon la même source.

Dans ce cadre, le lancement d'un dixième projet portant sur la réalisation d'une polyclinique à Bousfer a été effectué au cours de l'année en cours, ce projet étant considéré com-

me prioritaire et ayant déjà entamé sa phase de concrétisation.

M. Kassî a souligné que le développement du secteur de la Santé dans la wilaya ne se limite pas uniquement à la réalisation et à l'équipement des infrastructures, mais nécessite également la mise en place d'un plan d'action efficace garantissant une bonne organisation de l'activité sanitaire et la disponibilité de ressources humaines qualifiées, outre l'adoption d'une gestion moderne et efficiente des établissements de santé. Il est également question, dans ce contexte, de mettre en place des parcours de prise en charge des patients afin d'améliorer la qualité des prestations sanitaires et d'assurer une plus grande fluidité dans l'accueil et la prise en charge des malades au sein des différentes structures de santé.

## Le sociologue Omar Benbekhti s'en va



Par Abdenasser Smail

La disparition de notre professeur Loranais Omar Benbekhti laisse cette étrange sensation de vide discret que provoque toujours la mort des intellectuels authentiques. Non pas les intellectuels de télévision, ni les fabricants de postures, encore moins les entrepreneurs de morale médiatique. Mais ces hommes silencieux qui passent leur vie à lire, enseigner, transmettre, penser, écrire... souvent loin des projecteurs, parfois même loin de leur propre pays.

Avec Omar Benbekhti disparaît une certaine idée de l'universitaire algérien : celle d'un homme formé dans les turbulences de l'Algérie indépendante, convaincu que le savoir pouvait encore servir à comprendre la société plutôt qu'à décorer des CV administratifs ou alimenter des carrières bureaucratiques.

Sociologue, enseignant, chercheur, il avait travaillé sur le développement rural, les mutations sociales, le management, les fractures du monde arabe et les impasses politiques de nos sociétés. Des sujets lourds, complexes, ingrats parfois. Car penser sérieusement l'Algérie et le monde arabe expose rarement à la gloire ; cela expose surtout à la solitude.

Il appartenait à cette génération d'intellectuels nord-africains qui tentaient encore de relier la réflexion universitaire aux réalités humaines concrètes : les campagnes abandonnées, les déséquilibres sociaux, les illusions du développement, la crise du travail, les fractures culturelles, les désillusions postcoloniales. Une génération qui croyait que la sociologie n'était pas un jargon académique destiné à impressionner des colloques, mais une tentative honnête de

comprendre pourquoi nos sociétés souffrent, stagnent ou se déchirent.

Et il y a quelque chose de profondément algérien dans cette trajectoire : partir vivre en France tout en continuant à porter intérieurement les blessures, les contradictions et les espérances de son pays natal. Beaucoup de nos intellectuels vivent ainsi dans une forme d'exil paradoxal : physiquement ailleurs, mais mentalement et affectivement toujours reliés à Oran, Alger, Constantine ou Tlemcen. La mort d'Omar Benbekhti rappelle aussi une vérité douloureuse : l'Algérie enterre souvent ses penseurs dans le silence. Ici, les chanteurs de propagande font davantage de bruit que les chercheurs. Les polémistes occupent plus d'espace que les enseignants. Et pourtant, ce sont ces hommes patients, ces travailleurs obscurs de la pensée, qui maintiennent vivante la mémoire intellectuelle d'un pays.

Dans une société saturée de vacarme, de slogans et de superficialité numérique, un professeur qui lit encore, écrit encore et transmet encore devient presque une figure de résistance.

Aujourd'hui, Oran perd l'un de ses enfans intellectuels.

Et l'Algérie perd encore un homme de savoir dans une indifférence presque habituelle.

... Puisse Dieu accueillir Omar Benbekhti dans Sa miséricorde infinie.

... Mes sincères condoléances à sa famille, à ses proches, à ses collègues, à ses étudiants et à tous ceux qui ont croisé sa pensée, ses livres ou simplement sa bienveillance humaine.

Car les vrais enseignants ne meurent jamais tout à fait : ils continuent à vivre dans les consciences qu'ils ont éveillées...

## Les mis en cause activaient dans plusieurs wilayas de l'Ouest

### 2 réseaux criminels démantelés et 13 véhicules volés récupérés



K. Assia

Deux réseaux criminels composés de cinq individus et spécialisés dans le vol des véhicules viennent de tomber dans les filets des éléments du Service régional de la lutte contre le crime organisé de l'Ouest (SRLCO). Les mis en cause ont été arrêtés au cours de deux opérations effectuées par les policiers et 13 véhicules volés ont été récupérés dans le cadre de cette affaire. En effet, ces deux opérations de qualité ont été menées à l'issue d'informations parvenues aux enquêteurs et les investigations lan-

cées ont révélé que les membres de ces réseaux activaient dans plusieurs wilayas de l'ouest du pays. Ils se sont spécialisés dans le vol, le trafic des véhicules et la falsification des documents administratifs.

Ainsi et poursuivant les recherches, les enquêteurs ont réussi à mettre la main sur cinq individus et à récupérer 13 véhicules de différentes marques et dont les documents ont été falsifiés. Ils ont aussi saisi 32 cartes grises et 9 portables. Ils ont été présentés au tribunal de Fellaoucene et d'Es-Sénia pour vol et trafic de véhicules, faux et usage de faux.

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

13 dhou el hidja 1447

El Fedjr 04h05	Dohr 13h01	Assar 16h50	Maghreb 20h16	Icha 21h52
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Sidi Bel-Abbès

# Les 9.900 logements «AADL 3» bientôt en chantier

Le lancement des travaux de réalisation de 9 900 logements dans le cadre du programme de location-vente «AADL 3» interviendra prochainement dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, après l'achèvement des dispositions préliminaires liées à la concrétisation de ce projet, selon la cellule de communication et d'information du cabinet du wali.

La même source a précisé qu'une réunion de coordination, tenue lundi soir au siège de la wilaya, a été consacrée à l'examen des différents aspects techniques et organisationnels liés au lancement de ce programme de logement.

Les discussions ont notamment porté sur la délimitation des assiettes foncières destinées à accueillir ces projets, leur raccordement aux différents réseaux, l'aménagement urbain ainsi que le suivi des procédures administratives nécessaires au démarrage des travaux.

Lors de cette rencontre, le wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, a insisté sur la nécessité d'une coordination étroite entre les différents secteurs concernés afin de réunir toutes les conditions favorables à la concrétisation du projet dans les délais impartis. Il a souligné l'importance du programme «AADL 3» pour répondre à la demande croissante en logements et améliorer le cadre de vie des citoyens.

Le wali a également mis l'accent sur la nécessité d'accompagner ces nouveaux pôles urbains par la réalisation d'équipements publics et de structures vitales, notamment des établissements scolaires, des infrastructures de santé et des services administratifs, afin d'assurer un cadre de vie intégré et moderne répondant aux attentes des citoyens.

## Tlemcen

# 12 brigades mobiles mobilisées contre les feux de forêt

La Conservation des forêts de la wilaya de Tlemcen a mobilisé 12 brigades mobiles d'intervention rapide dans le cadre de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêt de cette saison, lancée récemment, a-t-on appris auprès de cette instance.

La cheffe du service de lutte contre les incendies, les maladies et les parasites au sein de cette même instance, Mme Faïza Soltani, a indiqué à l'APS que 153 agents du corps technique des forêts, 24 agents forestiers, 21 tours de surveillance et 10 tours opérationnelles ont été mobilisés. Des véhicules, notamment des camions et des tracteurs équipés de citernes, ainsi que 21 véhicules de liaison destinés au transport des agents et des gardes, ont également été déployés, avec la mise à disposition de 119 points d'eau répartis à travers les différentes communes.

Elle a précisé qu'une campagne de sensibilisation est menée auprès des citoyens afin de les encourager à contribuer à la protection des forêts et des récoltes agricoles contre les incendies. Cette campagne s'appuie sur la radio de Tlemcen, les mosquées, ainsi que des caravanes de sensibilisation organisées en coordination avec la Protection civile et la Gendarmerie nationale. Des opérations de nettoyage des forêts et des patrouilles de surveillance dans

les espaces forestiers sont également programmées.

Dans le cadre de cette campagne, qui se poursuivra jusqu'au 31 octobre prochain, la Conservation des forêts entreprend aussi des travaux préventifs portant sur l'aménagement de pistes forestières sur une distance de 1.957 km et la réalisation de pare-feux sur une superficie de 1.236 hectares, selon la même source.

Les mesures de lutte contre les incendies comprennent également d'autres travaux pris en charge par plusieurs directions de wilaya, notamment la mise en place de ceintures de protection autour des cultures agricoles limitrophes des forêts, en coordination avec la Direction des services agricoles, sur une distance de 1.074 km.

Il est aussi prévu le nettoyage des accotements des routes longeant les forêts des herbes sèches, en coordination avec la Direction des travaux publics, sur une distance de 965 km, ainsi que le désherbage et le nettoyage des abords des voies ferrées sur une superficie de 36.560 mètres carrés.

Les travaux préventifs incluent également la réalisation de tranchées sous les lignes électriques à haute et moyenne tension avec la Société de distribution de l'électricité et du gaz de Tlemcen, sur une superficie de 20 hectares.

Par ailleurs, des opérations de nettoyage des équipes

Par ailleurs, la réunion a abordé le dossier de la régularisation des actes de propriété des logements de type location-vente «AADL» déjà attribués. Un exposé détaillé a été présenté sur l'état d'avancement de ces dossiers ainsi que sur les mesures administratives et juridiques prises à cet effet.

Les présents ont insisté sur la nécessité d'accélérer le traitement de ces dossiers et de statuer sur les cas en suspens conformément à la réglementation en vigueur.

De son côté, le directeur général de l'agence «AADL», Ryad Kemdani, a affirmé la disponibilité de l'organisme à maintenir une coordination permanente avec les autorités locales de la wilaya de Sidi Bel-Abbès afin de surmonter les différentes contraintes et garantir la réalisation du programme «AADL 3» dans les délais impartis et selon les normes requises.

## Mostaganem

# Vaste projet de réhabilitation des quartiers de la ville

Un vaste projet de réhabilitation des quartiers et des grands ensembles résidentiels a été lancé à Mostaganem, pour une enveloppe financière dépassant 740 millions de dinars, selon les services de la wilaya. La même source a précisé que le projet, qui comprend l'entretien et la réhabilitation des routes, ainsi que l'aménagement des quartiers, s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours pour la saison estivale 2026.

Les services de la wilaya ont ajouté qu'une approche globale d'intervention a été adoptée au niveau des quartiers, prenant en compte l'aménagement des routes et des trottoirs, des espaces verts, des réseaux d'assainissement ainsi que l'éclairage public. Dans ce contexte, les autorités de wilaya ont donné

né des instructions aux responsables et aux entreprises chargées des travaux, afin d'assurer une coordination préalable et permanente avec les différents intervenants, afin d'éviter toute intervention anarchique pouvant perturber le déroulement des travaux, dont la réception est prévue avant le lancement de la saison estivale. Les services de la wilaya ont également insisté sur la nécessité d'adopter le système de travail de 3X8 et de respecter les normes de qualité, tout en mobilisant les moyens nécessaires au profit des entreprises réalisatrices et en levant les obstacles de terrain, en coordination avec les services de la commune et de la daïra de Mostaganem, a-t-on souligné. Concernant la situation des vieux quartiers, qui font eux aussi l'objet

d'une vaste opération d'aménagement dans le cadre de ce programme, les autorités de wilaya ont ordonné la réalisation d'un recensement global des habitations précaires, en préparation à des opérations progressives de relogement des habitants dans de nouvelles habitations.

Cette opération sera mise en œuvre selon le niveau d'urgence et de priorité, avec une attention particulière accordée aux cas les plus vulnérables. Elle sera menée parallèlement à l'ouverture d'enquêtes foncières concernant les logements qui seront évacués, dans le but de récupérer et de valoriser les biens de l'Etat et de les exploiter ultérieurement au service de l'intérêt général et de la préservation du foncier public, a-t-on fait savoir de même source.

## Saïda

# Réception prochaine de nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Saïda sera renforcé, au cours de l'année scolaire 2026-2027, par neuf nouveaux établissements scolaires, actuellement en cours de réalisation, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ces projets, dont la réception est prévue «prochainement», comprennent la réalisation de quatre écoles primaires dans les quartiers «11 Décembre», «Salam 2», «AADL» et «Tahiri Abdelkader», ainsi que trois collèges d'enseignement moyen (CEM) dans les quartiers «Boukhras», «973 logements»

et «Salam 2», en plus de deux lycées dans les quartiers «Boukhras» et «Salam 2».

Selon la même source, ces infrastructures éducatives, dont la réalisation est supervisée par la direction des Equipements publics, seront également dotés de tous les moyens et équipements nécessaires permettant d'assurer l'activité pédagogique dans de bonnes conditions. Le wali de Saïda, Amoumen Mermouri, qui a récemment inspecté l'état d'avancement des travaux de réalisation de ces infrastructures éducatives, a insisté sur la nécessité de respecter les délais

de réalisation convenus, de se conformer aux normes de qualité et de renforcer les chantiers en main-d'œuvre, afin de garantir la livraison des projets dans les délais impartis. A noter que le secteur de l'éducation dans la wilaya de Saïda a été renforcé, durant l'année scolaire en cours 2025-2026, par la mise en service de 15 nouveaux établissements scolaires, répartis entre dix écoles primaires, quatre collèges et un lycée.

Le secteur de l'éducation dans la wilaya compte actuellement 224 écoles primaires, 72 collèges et 33 lycées.

## El Bayadh

# Coopération académique avec un institut britannique d'enseignement de l'anglais

Le Centre universitaire «Nour El-Bachir» d'El Bayadh a signé un accord international de coopération académique et d'enseignement de la langue anglaise avec l'Institut «Islington Centre for English» (ICE), dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à renforcer l'usage de l'anglais dans le milieu universitaire, selon les responsables de l'établissement universitaire.

Le directeur adjoint chargé de la post-graduation, de la recherche scientifique et des relations extérieures, le professeur Yacine Guettaf, a expliqué à l'APS que, dans le cadre de la concrétisation de la stratégie du ministère de l'Enseignement supérieur et de la

Recherche scientifique destinée à promouvoir l'usage de l'anglais au sein de l'université, et aussi des efforts visant à améliorer la qualité de la formation et les compétences de la communauté universitaire, le directeur du centre universitaire, le professeur Feradj Tayeb, a présidé lundi la cérémonie de signature d'un accord de coopération et de formation avec l'Institut ICE, basé à Londres, spécialisé dans l'enseignement de l'anglais et la formation linguistique. Cet accord s'inscrit dans le cadre d'un programme visant à améliorer le niveau de maîtrise de l'anglais au profit des enseignants-chercheurs et du personnel administratif du centre universitaire, ainsi que dans le cadre du programme de mobilité internationale de courte

durée, permettant ainsi de renforcer leurs compétences linguistiques et de leur offrir une meilleure opportunité de bénéficier des programmes de formation et d'échanges scientifiques internationaux.

L'accord vise également à proposer des programmes de formation spécialisés répondant aux besoins académiques et professionnels des bénéficiaires, à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération scientifique et pédagogique, et à soutenir la dynamique d'ouverture internationale du centre universitaire. Il permettra aussi aux enseignants de suivre le programme du ministère relatif à l'enseignement en langue anglaise, tout en renforçant la maîtrise de cette langue par le personnel administratif.

## AVIS DE DÉCÈS

Les familles  
BENALLOUDA,  
TOUHAMI,  
BENSAADA,  
BERKATE,  
EMTIR et BRIZINI ont la

douleur de faire part du décès de leur cher et regretté  
**BENALLOUDA Laïd**,  
survenu le 26 mai 2026. L'enterrement a eu lieu le même jour au cimetière de Ain Beïda.

Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.



## Tlemcen

# Séisme de 4,1 degrés

Une secousse tellurique d'une magnitude de 4,1 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée mercredi à 23h26 dans la wilaya de Tlemcen, indique un communiqué du Centre de

recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 51 km au Nord-Ouest de Ghazaouet, dans la même wilaya, précise la même source.

## CONDOLÉANCES

Le Président-directeur général, les membres du conseil d'Administration et le collectif de la SPA ORAN-PRESSE «Le Quotidien d'Oran» présentent leurs sincères condoléances à la famille BENBEKHTI proches et alliés à la suite du décès de leur ami et frère

**BENBEKHTI Omar**

Et les assurent de leur profonde compassion.

Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.



Bejaïa

## Une quinzaine d'établissements scolaires en renfort

**Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Bejaïa sera renforcé par une quinzaine d'établissements scolaires, ainsi que de plusieurs autres équipements, en prévision de la rentrée scolaire 2026/2027, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.**

Selon ces services, la prochaine rentrée scolaire sera marquée par la réception de 10 écoles primaires, 3 lycées et 2 établissements d'enseignement moyen (CEM), en plus de 85 salles de classes, dont 75 destinées au cycle primaire et 10 autres au cycle moyen.

Le secteur de l'éducation sera également doté de 12 cantines scolaires, dont une en demi-pension destinée à un établissement de cycle moyen, 7 nouvelles salles de sports pour le secondaire, ainsi que d'une unité de dépistage et de suivi (UDS), a ajouté la même source. Ces nouvelles structures vont

s'ajouter aux 15 établissements scolaires, dont 8 écoles primaires, 4 CEM et 3 lycées, déjà réceptionnés durant la rentrée scolaire 2025/2026, ainsi que les 58 salles de classe et 14 cantines scolaires, a-t-on rappelé.

Outre les structures qui seront fonctionnelles à la prochaine rentrée scolaire, plusieurs autres établissements éducatifs sont actuellement en cours de réalisation, dont 6 lycées, 7 CEM, 12 unités de soins (UDS), 12 salles de sports, 12 classes d'extension et 3 demi-pensions pour une enveloppe financière estimée à près

de 5 milliards DA, a ajouté la même source. Pour le cycle primaire, neuf (9) groupes scolaires et 12 classes d'extension, relevant du programme géré par la direction des équipements publics (DEP), sont en cours de réalisation pour un montant de plus de 1,6 milliards DA, d'après les services de la wilaya. Un autre programme, pris en charge par les assemblées populaires communales (APC) porte sur la réalisation de 9 autres groupes scolaires et 34 salles d'extension. Il est en cours de réalisation pour une enveloppe estimée à près de 1,3 milliards DA.

Blida

## Des projets lancés à Chebli

Les travaux de réalisation de plusieurs projets de développement inscrits dans le cadre de différents programmes ont été dernièrement lancés dans la commune de Chebli, wilaya de Blida, a-t-on appris auprès des responsables de la commune.

Selon le président de cette collectivité locale, Rafik Mehnaoui, ces projets inscrits au titre de l'année 2026, visent notamment à renforcer les infrastructures éducatives et sportives, ainsi qu'à aménager les routes et les réseaux vitaux à travers différents quartiers de la commune.

Il s'agit notamment de la réalisation, dans le cadre du programme de soutien au développement économique et social des communes,

de projets d'extension des établissements éducatifs, à travers la construction de deux classes supplémentaires à l'école primaire «Reguigui Ahmed» du centre de Chebli et de deux autres classes à l'école primaire «Frères Mansouri» de Maâssouma. A cela s'ajoute le bitumage de la route communale reliant Mbakhet et Khedham à la RN61 et la réalisation de routes à Sidi Youcef, dans la région de Khedham, en plus d'un projet de renouvellement du réseau d'assainissement à travers la commune.

La commune de Chebli a également bénéficié, dans le cadre des projets du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, d'une opération portant sur la réalisation de trois classes d'extension

à l'école primaire «Benkina Boualem», ainsi que d'une autre relative à l'aménagement des quartiers Aïda et Midak du centre de Benramdane. S'agissant du programme sectoriel, les travaux de réalisation de plusieurs opérations de développement se poursuivent, notamment le projet d'aménagement du quartier d'habitat évolutif du centre de Maâssouma et la réalisation de quatre classes au centre de Khedham, en plus du projet de réalisation d'un nouveau lycée au centre de Chebli.

Le programme sectoriel comprend également la réalisation d'une salle omnisports au centre de Chebli ainsi que l'aménagement urbain du lotissement Bouzra, selon le même responsable.

Bouira

## Un jeune noyé dans une retenue d'eau

Farid Haddouche

Les équipes de secours de la protection civile de l'unité du secteur de la commune de Bouderbala sont intervenues jeudi après-midi pour porter assistance à une personne qui s'était noyée dans une retenue d'eau au village d'Ouled Youssef. Selon la protection civile, la victime, un homme de 20 ans, a été retrouvée sans vie à 16h00.

## Une voiture prend feu

Les éléments de la protection civile de l'unité secondaire de Bordj Okhriss sont intervenus dans la nuit d'avant-hier à 21h04, quand une voiture a pris feu sur le chemin de wilaya n°24, au village d'Ouled Moussa, commune de Taguedit. Les flammes ont complètement détruit la voiture.

Farid Haddouche

Batna

## Hausse attendue de la production d'abricots

La direction des Services Agricoles (DSA) de Batna a annoncé une production prévisionnelle de 229.099 quintaux (qx) d'abricots au cours de la saison agricole 2025-2026 avec un rendement moyen de 74 qx à l'hectare.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur du secteur, Ahmed Sebki a indiqué que cette saison a enregistré une augmentation de la production estimée à 85.643 quintaux comparativement à la saison précédente durant laquelle une récolte de 143.456 quintaux a été obtenue avec un rendement moyen à l'hectare de 40 qx.

Cette hausse est due à plusieurs facteurs dont les précipitations importantes recueillies par la région cette saison et l'intensification des campagnes de sensibilisation au profit des agriculteurs, selon le responsable.

La superficie dédiée à la cul-

ture de ce fruit à Batna atteint 3.241 hectares, dont 3.084 hectares productifs avec une concentration dans la daïra d'Ouled Si Slimane avec 1.386 hectares (1.318 hectares productifs) devant produire 105.440 hectares, a ajouté M. Sebki. Les daïras de N'gaous, Ain Touta et Menaa figurent également parmi les régions productrices d'abricots, selon la même source.

La culture de l'abricot occupe à Batna la deuxième position dans la filière agricole des rosacées et la troisième dans la filière arboricole après l'olivier et le pommier et occupe 14 % de la superficie globale consacrée à l'arboriculture fruitière, a rappelé le directeur des Services agricoles, qui a indiqué que les variétés d'abricot cultivées dans la wilaya sont Louzi (90 % des terres), Canino (6%), Paviot (3 %) et Rose Menaâ (1 %).

Guelma

## 26 km de canalisations d'eau renouvelées

Pas de moins de 26 km de canalisations du réseau d'approvisionnement en eau potable ont été renouvelés dans plusieurs quartiers du chef-lieu de la wilaya de Guelma, a-t-on appris, auprès du directeur de l'Hydraulique, Abdelhamid Azza. Le responsable a déclaré, à l'APS, que cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel, a concerné le réseau de distribution des quartiers du secteur 7 de la commune de Guelma.

Les habitants des cités ciblées sont désormais approvisionnés en eau quotidiennement, selon la même source, qui a indiqué que les cités concernées par cette opération de rénovation des

canalisations sont connues pour leur forte densité urbaine, à l'instar des cités «19 juin», «8 mars», «1.000 lots» et «place de la résistance». Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le réseau d'approvisionnement en eau potable, à assurer un approvisionnement régulier des citoyens en eau, à éliminer les fuites et récupérer les grandes quantités d'eau perdue, a ajouté le responsable.

Selon la même source, un autre projet retenu au titre du programme central est en cours de réalisation et cible la rénovation de 46 km de canalisations du réseau de distribution d'eau au niveau de 11 quartiers du secteur 5 du chef-lieu de wilaya.

Khenchela

## Réception prochaine d'une station d'épuration à Chechar

Une station d'épuration des eaux usées sera «prochainement» réceptionnée dans la commune de Chechar (wilaya de Khenchela), a indiqué le directeur de l'Hydraulique, Rachid Benachour.

Le projet de réalisation et d'équipement de cette station, dont les travaux ont été lancés en août 2023, affiche un taux d'avancement de 90 %, a précisé, à l'APS, le responsable, qui a souligné que des instructions ont été données à l'entreprise de réalisation pour achever les travaux restant au plus tard durant le troisième trimestre de l'année en cours.

Selon la même source, l'entreprise de réalisation a réceptionné dernièrement les équipe-

ments électromécaniques de la station en prévision de leur montage, du lancement des essais techniques et de la vérification du fonctionnement et de l'absence de fuites. La station assurera à terme le traitement de 7.300 m3/jour d'eaux usées pour leur redistribution conformément à des méthodes techniques nouvelles, a-t-on ajouté.

Le projet comporte la réalisation d'un siège administratif, l'équipement d'une unité de traitement des eaux usées, la réalisation de 4 stations de pompage des eaux usées depuis les divers quartiers avec leur raccordement à la station d'épuration des eaux usées en plus de la réalisation de 8.500 mètres linéaires de canalisations.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

13 dhou el hidja 1447

El Fedjr  
03h44

Dohr  
12h46

Assar  
16h37

Maghreb  
20h03

Icha  
21h41



### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

13 dhou el hidja 1447

El Fedjr  
03h33

Dohr  
12h32

Assar  
16h23

Maghreb  
19h48

Icha  
21h25





## Equipe Nationale Les Verts restent mobilisés avant l'annonce de la liste finale

M. Zeggai

Quatre jours du premier rendez-vous amical face aux Pays-Bas, un test de haut niveau qui sera particulièrement suivi par le public algérien. L'équipe nationale est entrée dans le vif du sujet depuis lundi dernier au Centre de Sidi Moussa. 22 joueurs ont pris part à la première séance d'entraînement. Après avoir bénéficié d'une journée de repos mercredi à l'occasion de la célébration de l'Aïd El Adha, les joueurs de la sélection nationale ont renoué avant-hier avec les entraînements au Centre technique national de Sidi Moussa. Dans une ambiance studieuse et empreinte de sérieux, les Verts ont participé aux différentes séquences mises en place par le staff technique, qui continue d'affiner la préparation du groupe en vue des prochaines échéances, notamment le match amical face aux Pays-Bas prévu le 3 juin prochain à Rotterdam. Dans une initiative visant à rapprocher davantage les fans des Verts de l'équipe nationale, la séance d'entraînement de demain sera exceptionnellement ouverte au public et aux médias au stade Nelson-Mandela de Baraki à 17h 00.

### • Demain, conférence de presse de Vladimir Petkovic

Le coach national animera une conférence de presse à 15h 00, au cours de laquelle il annoncera la liste des joueurs retenus pour la coupe du monde. Un rendez-vous attendu, au cours duquel le coach national devra également expliquer certains choix qui suscitent déjà des interrogations au sein de l'opinion publique.

Entre blessures, baisse de forme, choix techniques ou forte concurrence, certains éléments habitués n'ont pas été retenus. Une situation qui illustre des choix difficiles auxquels sera confronté le staff technique. Bennacer, en manque de temps de jeu en



raison des blessures qui l'ont contraint au manque de compétition, n'a pas été retenu. Une absence de taille pour le milieu de terrain algérien, considéré comme l'un des éléments les plus influents sur le jeu des Verts. Bounedjah, lui aussi, ne fait plus des plans de l'entraîneur national qui privilège avant tout «la stabilité et la cohésion du vestiaire, refusant toute décision susceptible de perturber l'équilibre du groupe», affirme-t-on ici et là. A l'inverse, des surprises comme Ghedjemis et Benbouali sont présentes et devraient donc intégrer le bon wagon. En revanche, la grande surprise réside dans la convocation inattendue de Tougai.

Une convocation qui continue de susciter de nombreux commentaires au sein des supporters algériens. Vladimir Petkovic a préféré le défenseur de l'ES Tunis à Touba qui a réalisé une saison remarquable avec Panathinaïkos. Pour Boudaoui, il semble que la blessure n'est pas inquiétante. Là, certains estiment que la FAF n'aurait pas dû autoriser sa participation au match barrage de son équipe d'autant plus que le règlement lui permettrait de le préserver. Par ailleurs, à quelques heures de l'annon-

ce officielle de la liste finale, un climat d'incertitude entoure la situation du gardien de but Luca Zidane. Là, l'entraîneur national, refuse de prendre le moindre risque concernant l'état physique du gardien de but en question tout en privilégiant la prudence pour n'intégrer aucun joueur dont la condition physique pourrait susciter le moindre doute. Face à cette situation, quatre portiers ont été convoqués. Il s'agit des Mastel, Benbot, Ramdane et Luca Zidane. Le dossier n'est pas encore clos en attendant les résultats médicaux. A cet effet, Vladimir Petkovic a pris, selon une source bien informée, une décision importante concernant le groupe des gardiens de but. Le coach envisagerait de prendre quatre portiers afin d'anticiper toute éventualité durant la compétition. Les pépinières physiques de certains éléments, notamment Luca Zidane et Mastil, auraient influencé cette réflexion du staff technique.

Pour rappel, avant de s'envoler pour les Etats-Unis, les Verts disputeront un match amical face aux Pays-Bas, le 3 juin au stade de Rotterdam, avant de croiser le fer avec la Bolivie pour un dernier test de préparation, le 10 juin à Kansas City.

## RC Kouba

### L'entraîneur Chérif Hadjar reconduit

La direction du RC Kouba a annoncé avoir prolongé le bail de son entraîneur en chef, Chérif Hadjar, qui sera donc aux commandes techniques des Vert et Blanc pour une saison supplémentaire, selon un communiqué, diffusé ses réseaux sociaux, en expliquant ce choix par «une volonté de maintenir une certaine stabilité à la barre technique de l'équipe première».

La direction du Raed a expliqué également que sa «démarche envers le coach Chérif Hadjar» s'inscrit «dans un esprit de continuité, mais aussi en reconnaissance de

l'énorme travail qu'il a accompli depuis son arrivée au club». Outre la barre technique et toujours dans le cadre de la préparation de la nouvelle saison, le club a annoncé le renouvellement de contrat de plusieurs joueurs, dont Hatem Moussa, Smail Guezair, Nouredine Lahbiri, Hmida Salah, Hatem Fellag, Chera Ibrahim El Khalil, Abdelkrim Ghazali, et Abderrahmane M'Hamedi», alors que d'autres éléments «devraient rempiler à leur tour, lors des prochains jours».

Par ailleurs, plusieurs jeunes joueurs du cru, issus de la catégorie des U 20, de-

vraient être promus prochainement, juste après la concertation entre le staff technique de l'équipe première et la direction technique des jeunes catégories.

D'après la même source, le volet du recrutement n'est pas en reste, puisque le travail de renforcement de l'effectif est déjà en cours. «Toute décision concernant le recrutement sera prise en concertation avec l'entraîneur Chérif Hadjar» a insisté la direction koubéenne, soucieuse de travailler dans la transparence et dans le respect des prérogatives de tout un chacun.

## Quand le public devient facteur de tension pour la sélection nationale

M. Zeggai

À la veille de chaque rendez-vous international, le même scénario se répète : polémique, accusations et campagnes de pression pour défendre certains joueurs.

Pour une partie de l'opinion, l'absence d'un nom devient presque un scandale national, comme si la sélection était devenue une propriété.

Au moment où l'EN a besoin de sérénité, de soutien et d'un climat propice à la concentration, une partie du public choisit paradoxalement la voie de la tension permanente. Critiques systématiques, remises en cause des choix techniques sans fondement solide et attaques répétées contre le staff technique et certains joueurs : autant de dérives qui finissent par fragiliser inutile-

ment un groupe déjà soumis à une forte pression internationale. Le débat sportif est légitime, il fait même partie de la vie d'une sélection. Mais lorsqu'il se transforme en contestation permanente, alimentée par l'émotion plus que par l'analyse, il perd toute valeur constructive. Pire encore, il peut devenir un facteur de perturbation à un moment où l'unité devrait primer. Pourtant, il faut rappeler une vérité simple : nombreux sont les joueurs qui ont bâti leur réputation grâce au maillot national. L'Algérie leur a offert visibilité, reconnaissance et dimension internationale. Le mérite existe, certes, mais, la sélection nationale a également joué un rôle majeur dans leur ascension. Certains veulent aujourd'hui installer des joueurs dans une forme d'éternité sportive,

oubliant que même les plus grandes légendes ont fini par quitter la scène internationale. Aucun joueur n'est au-dessus du collectif ni du maillot national.

Le phénomène devient encore plus inquiétant lorsque certaines voix transforment chaque non convocation en bataille médiatique. Chacun tente d'imposer «son» joueur, au détriment de l'intérêt général.

Le football moderne ne se gère ni avec la sentimentalité ni avec régionalisme. Il se construit avec des choix réfléchis, une cohérence tactique et une vision globale au service de l'emblème national. A force de personnaliser les débats et de défendre des intérêts étroits, certains oublient l'essentiel : le seul nom qui doit rester au-dessus de tout, c'est celui de l'Algérie.

## La vie des clubs USM Khenchela : Prolongation de contrat de Litim

M. Z.

L'USMK a officialisé la prolongation du contrat de son gardien de but Litim pour deux saisons supplémentaires. Le joueur est désormais lié au club jusqu'en 2028. Cette décision traduit la confiance des responsables du club à leur portier qui a réussi une saison honorable, devenant ainsi un élément important du dispositif de l'équipe. Auteur de prestations solides et d'un engagement constant, Litim s'est imposé comme une valeur sûre de l'effectif.

### • MC Oran: Matouti proche du Mouloudia

Le dossier Matouti semble désormais sur la voie d'un dénouement favorable. L'attaquant gabonais de l'USMK est de plus en plus proche de signer officiellement au MCO après que les deux parties auraient, semble-t-il, trouvé un accord. Toutes les indications laissent penser que l'annonce pourrait intervenir après le dernier match contre l'USMA.

### • Konaté (US Chaouia) sollicité par plusieurs clubs

Konaté, l'attaquant de l'US Chaouia et meilleur buteur de la ligue 2, aurait, selon une source bien informée, trouvé un accord avec la direction du Mouloudia d'Alger en vue d'un futur engagement. Le joueur en question n'attend désormais plus que la signature officielle pour finaliser chez le champion d'Algérie. Aux dernières nouvelles, nous avons appris que le jeune attaquant Konaté aurait



opté pour le CS Constantine après que les deux parties aient trouvé un accord de principe. Selon les dernières informations, Konaté s'est engagé avec les Sanaïfirs pour une durée de trois ans.

### • USM Alger : Chetti ne sera pas retenu

On vient d'apprendre que la direction de l'USMA a officiellement informé le défenseur Chetti qu'il ne figure plus dans les plans de l'équipe en vue de la saison prochaine. Cette décision marque un tournant dans le dossier du latéral gauche dont l'avenir devrait désormais s'écrire loin de la formation usmiste à l'approche du mercato estival.

• Bayazid (MCA) annoncé à l'ASO Chlef  
Le club chélfien serait entré dans une phase de négociations avancées avec Bayazid, l'attaquant du MC Alger, en

vue d'un possible transfert lors du prochain mercato. Selon plusieurs sources proches du club, les discussions entre les deux parties sont sur la bonne voie, laissant entrevoir un possible dénouement dans les prochains jours d'autant plus que, selon certaines sources, le MCA ne compte pas renouveler le contrat de Bayazid.

### • MC Alger: Bendebka dans le viseur des «Vert et Rouge»

Selon plusieurs sources, le Mouloudia d'Alger est en négociations avec Bendebka d'Al-Fateh SC, qui reste l'un des milieux de terrain algériens les plus réguliers du championnat saoudien. La direction du MCA souhaite renforcer son effectif avec des éléments d'expérience capables d'apporter un plus en vue des prochaines échéances nationales et continentales.



2

**08.30** Bel & bien  
**09.55** Chacun son tour  
**11.00** Tout le monde veut prendre sa place  
**12.00** Journal  
**12.20** 13h15, le samedi  
**13.20** C'est bon à savoir  
**13.21** Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
**14.15** Tennis : Roland-Garros  
**19.00** Journal  
**19.30** 20h30 le samedi  
**20.00** Immeuble partagé

## 20.10 Qui restera dans la lumière ?



Ce quiz de culture générale est doté d'un dispositif visuel spectaculaire. Sur la ligne de départ, cent candidats de tous âges venus des quatre coins de la France et de la Belgique, sont prêts à en découdre pour prouver qu'ils sont plus brillants que les autres, et gagner jusqu'à 100 000 euros. Dans cette compétition acharnée, seuls les meilleurs candidats seront mis en lumière et tous auront le même objectif : laisser un maximum d'adversaires dans l'ombre, pour rester seul sous les feux des projecteurs.

**22.25** Quelle époque !

3

**08.15** Les Dalton  
**08.50** Mr Magoo  
**09.15** Les Quiquois  
**09.25** Chef pays  
**10.00** Tennis : Roland-Garros  
**11.00** Enquêtes de région le mag  
**11.15** ICI 12/13  
**11.55** Tennis : Roland-Garros  
**14.25** Samedi d'en rire  
**16.25** Le jeu des 1000 euros  
**17.05** Questions pour un champion  
**18.00** ICI 19/20  
**18.55** Tennis : Roland-Garros

## 20.10 Crimes à Cluny



Cluny est en fête. La nouvelle promotion de l'école des Arts et Métiers célèbre son intégration. Un meurtre met brutalement fin aux festivités. Un homme a été assassiné dans la célèbre abbaye, qui sert d'enceinte à l'école. Capitaine de gendarmerie, Karine Roy (Sonia Rolland) pense qu'on va lui attribuer l'enquête. Mais la sensibilité du dossier pousse les autorités à la confier au SRPJ de Lyon et sa jeune capitaine, Louise Vaillant (Marie Fèvre-Scheuermann).

4

**08.55** Bluey  
**09.53** Les as de la jungle à la rescousse  
**10.40** Tennis : Roland-Garros  
**11.50** Okoo-koo  
**12.25** Un jour, une question  
**13.35** Trop cool, Scooby-Doo !  
**14.31** Batwheels  
**15.24** Ninjago, le soulèvement des dragons  
**16.19** Héros à moitié  
**19.21** Les as de la jungle à la rescousse  
**19.50** Mission info

## 20.00 Le Discours



Coincé à un repas de famille qui n'en finit pas, Adrien (Benjamin Lavernhe) voudrait pouvoir s'échapper. Tandis qu'à table, on discute des avantages du chauffage au sol, le jeune homme en pleine crise existentielle est entièrement occupé par ce maudit portable qui ne sonne pas. Il attend que Sonia (Sara Giraudeau) réponde à son sms et mette fin à la "pause" qu'elle lui a imposée depuis un mois. Comme si ce n'était pas assez, Ludo (Kyan Khojandi), son futur beau-frère,...

**21.25** Les rencontres du Papotin

5

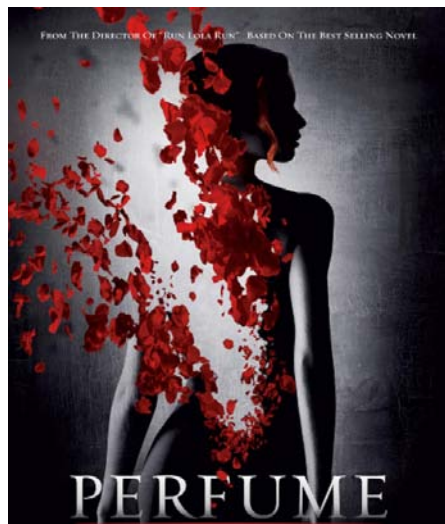
**08.45** Taki Tanuki  
**09.05** A la découverte du monde  
**09.40** Silence, ça pousse !  
**11.35** Buffets, que leur volonté soit faite !  
**12.35** La magie de l'Australie  
**13.30** Les routes de l'impossible  
**14.25** Trésors des Petites Antilles  
**16.20** Réflexe !  
**16.25** C dans l'air l'invité  
**16.40** C dans l'air  
**17.55** C à vous  
**20.05** Echappées belles : Galice, l'Espagne au rythme des éléments

**08.20** Invitation au voyage  
**09.00** Cuisines des terroirs  
**09.30** Soufis, les mystiques du Nil  
**10.15** Secrets sauvages de Chine  
**16.35** Invitation au voyage  
**17.15** Temple Food, l'âme de la cuisine coréenne  
**17.50** Arte reportage  
**18.45** Arte journal  
**19.05** 28 minutes  
**19.55** Constantin le Grand : L'empereur de la nouvelle Rome

**09.00** Quotidien  
**10.35** Nos chers voisins  
**12.35** Rizzoli & Isles : autopsie d'un meurtre



**16.50** Une famille en or  
**20.15** New York Unité Spéciale ; S18 - E13: Transmission



CINE +  
FRISSE 19.50

## LE PARFUM, HISTOIRE D'UN MEURTRE

Acteur: Ben Whishaw, Dustin Hoffman, Alan Rickman, Rachel Hurd-Wood,...

A Paris, au XVIIIe siècle, le peuple en furie demande la tête de Jean-Baptiste Grenouille, convaincu des meurtres atroces de douze femmes. Des années auparavant, un nouveau-né était abandonné sur l'étal d'un marchand de poisson. Envoyé à l'orphelinat, le jeune Jean-Baptiste est adopté par un marchand tellement odieux qu'il décide de s'enfuir à Paris. Arrivé dans la capitale, le jeune homme est saisi par les odeurs nouvelles pour lui. Il s'aperçoit alors qu'il possède un odorat exceptionnel.



CANAL+  
family 19.50

## THE KARATE KID

Acteur: Jaden Smith, Jackie Chan, Taraaji P. Henson, Wenwen Han, Zhensu Wu...

Le jeune Dre Parker voit sa vie bouleversée quand il est contraint de partir vivre en Chine, à Pékin, où sa mère vient d'accepter un poste. Impliqué malgré lui dans une bagarre à l'école, il se trouve confronté à Cheng, un petit génie du kung-fu qui lui impose une défaite si cuisante que Dre perd absolument toute crédibilité auprès de ses camarades de classe et de l'école tout entière. Monsieur Han, le chauffeur des parents de Dre, assiste à la scène.



CINE +  
PREMIER 19.50

## QUAND VIENT L'AUTOMNE

Acteur: Hélène Vincent, Josiane Balasko, Ludvine Sagnier, Pierre Lottin...

Valérie Tessier (Ludvine Sagnier), jeune mère parisienne, décide de quitter la capitale avec son fils Lucas (Pierre Lottin) pour passer quelques jours chez sa mère, Michelle (Hélène Vincent), en Bourgogne pendant les vacances scolaires. Ce séjour est censé être l'occasion de renouer des liens familiaux, mais dès leur arrivée, les choses prennent une tournure délicate. L'ambiance est immédiatement tendue entre Valérie et Michelle, dont les ressentiments passés refont surface.

# TÉLÉVISION

TF1

**10.45** Petits plats en équilibre  
**10.50** Les douze coups de midi  
**11.50** Petits plats en équilibre  
**11.55** Météo  
**12.00** JT 13h  
**12.40** Grands reportages  
**15.10** Les Docs du week-end  
**16.50** 50mn Inside  
**18.50** Petits plats en équilibre  
**19.00** JT 20h  
**19.50** Petits plats en équilibre  
**20.00** Météo

## 20.10 The Voice, la plus belle voix



Place à la grande finale, pour un show spectaculaire qui clôture cette saison anniversaire en beauté. Après un parcours intense, les quatre finalistes montent une dernière fois sur scène pour défendre leur place à travers des prestations en solo et des duos avec des invités prestigieux. A l'issue de ces performances, le public désigne les deux talents qui accèderont à la "super-finale", où ils s'affrontent une dernière fois à travers deux performances décisives, mêlant reprises et compositions.

**22.35** The Voice, la suite

6

## 20.10 NCIS



**09.10** Le mag du samedi  
**09.55** 66 minutes : grand format  
**11.40** Météo  
**11.45** Le 12.45  
**12.35** Un jour, un doc week-end  
**14.55** La roue de la fortune  
**16.00** La grande finale  
**16.50** Football : Ligue des champions  
**19.00** Remise de coupe  
**19.40** Scènes de ménages  
**20.10** NCIS

**Saison 23 - Episode 3 : Une nuit d'enfer**  
Le Naval Criminal Investigative Service (NCIS) est une agence peu connue du grand public, mais essentielle pour la sécurité nationale. Dirigée avec rigueur par l'agent spécial Leroy Jethro Gibbs (Mark Harmon), cette unité d'élite se consacre à l'enquête sur des crimes survenus dans le cadre de la Marine et des Marines des États-Unis. L'équipe, composée d'agents aux compétences variées, dont la pétillante Abby Sciuto (Pauley Perrette) et le médecin légiste Donald "Ducky" Mallard (David McCallum),...

CANAL+

**08.00** The Finale  
**11.00** La clinique des sports  
**11.45** The Finale  
**13.17** Avant-match Top 14  
**13.27** Rugby : Top 14  
**15.30** Débrief Top 14  
**15.45** Canal Champions Club  
**16.54** Plateau avant-match UEFA  
**17.00** Football : Ligue des champions  
**18.57** Canal Champions Club le débrief  
**20.02** Avant-match Top 14

## 20.00 Montpellier / Pau



Choc du haut du tableau en Top 14 entre le Montpellier Hérault Rugby et la Section Paloise pour savoir qui peut être le dauphin de Toulouse à l'issue de la phase régulière. Alors que les Montpelliérains sortent d'une finale de Challenge Cup contre l'Ulster qui se tenait le 22 mai dernier, les joueurs étaient dans une bonne dynamique en cette fin de saison. Quant à la Section Paloise, leurs excellents résultats de 2025/2026 leur permet d'espérer également un final tonitruant, avant la phase des playoffs.

**22.07** Débrief Top 14

**22.39** Alexandre Kominek : Bâtard sensible

PLANETE +

**08.24** American Pickers, la brocante made in USA  
**11.30** On a volé la Joconde !  
**12.45** Notre Histoire de France  
**14.40** Ingénieurs de l'Antiquité  
**16.29** Vikings, les premiers rois  
**18.22** American Pickers, la brocante made in USA



TFX

**08.20** Nicky Larson  
**09.30** Familles nombreuses : la vie en XXL  
**18.55** Familles nombreuses : la vie en XXL  
**20.10** Chroniques criminelles



W9

**09.10** Absolument stars  
**10.40** Desperate Housewives  
**16.30** La petite histoire de France









## Pics de chaleur inédits en Europe de l'Ouest



De l'Italie à la France et au Portugal qui ont battu de nouveaux records, les pays d'Europe de l'Ouest enchaînent les pics de chaleur inédits pour un mois de mai, au point de susciter des critiques contre «l'impréparation» de leurs dirigeants comme en France. C'est à Mora, dans le centre du Portugal, que le nouveau record de chaleur pour un mois de mai dans ce pays a été atteint, avec une température maximale de 40,3°C, contre 40°C en mai 2001. Le record pour la France, a été enregistré à Angoulême-La Couronne (ouest), avec 37,8°C. Une école ferme ses portes jeudi et vendredi à Soustons (sud-ouest) après que la canicule y a fait monter la température à 53°C en début de semaine. En Italie, Florence, Bologne, Turin et Brescia, dans le nord du pays, ainsi que Rome au centre, ont été placées en alerte rouge, niveau le plus élevé. Toutefois, dans les rues de Rome, la vague de chaleur ne décourage pas les touristes.

## Recours en justice au Kenya contre un projet américain de centre de quarantaine



Une organisation kenyane de défense des droits constitutionnels a annoncé jeudi avoir déposé un recours en justice contre un projet des Etats-Unis visant à installer un centre de quarantaine Ebola pour les ressortissants américains dans ce pays d'Afrique de l'Est. Washington construit une installation «à la pointe de la technologie» au Kenya, frontalier de l'Ouganda, pour permettre aux citoyens américains de se placer en quarantaine après avoir quitté la RDC, a indiqué un responsable de l'administration américaine. Katiba Institute, qui se présente sur son site comme une organisation de défense de la constitution, a déclaré avoir déposé une requête visant à suspendre les activités de ce centre et à empêcher l'arrivée de personnes exposées à Ebola. L'organisation soutient que le centre était mis en place dans le secret et de façon unilatérale, affirmant que cela «soulève de graves préoccupations constitutionnelles».

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Liban: au moins 17 morts dans des frappes sionistes



Des frappes de l'armée sioniste ont fait au moins 14 morts jeudi dans le sud du Liban, où Israël a étendu sa «zone de combat», et trois morts près de Beyrouth, malgré un cessez-le-feu théoriquement en vigueur depuis le 17 avril.

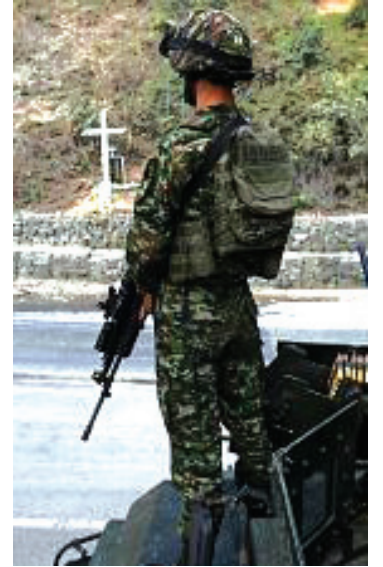
L'armée israélienne a annoncé avoir mené une «frappe ci-

blée» dans la région de Beyrouth, qui, selon une source militaire libanaise à l'AFP, a visé un appartement à Choueifat, une ville en bordure de la banlieue sud de la capitale.

Cette attaque «a fait un bilan final de trois martyrs - une femme et sa petite fille, ainsi qu'un enfant de nationalité sy-

rienne - et 15 blessés», selon le ministère libanais de la Santé. Un correspondant de l'AFP a vu les deux premiers étages d'un immeuble résidentiel endommagés. C'est la seconde fois qu'Israël cible une localité tout près de Beyrouth depuis le début du cessez-le-feu, qui n'a jamais été respecté.

## Colombie: 48 morts dans des affrontements entre guérillas



Des affrontements entre deux groupes issus de l'ex-guérilla des Farc ont fait 48 morts en Colombie, a déclaré jeudi à l'AFP le maire de San José del Guaviare, à quelques jours de la présidentielle. Dans une vague de violences inédite depuis plus d'une décennie, des groupes rebelles se disputent le contrôle territorial ainsi que les revenus du narcotrafic et de l'exploitation minière illégale dans le département de Guaviare (centre). «Les corps sont là, entassés, il faut les évacuer», a ajouté Willy Rodríguez, maire de San José del Guaviare, dans un appel téléphonique avec l'AFP.

Les autorités ne sont pas encore parvenues à atteindre cette zone d'accès difficile.

## Kenya: 16 pensionnaires d'une école de filles tuées et 79 blessées dans l'incendie d'un dortoir

Seize élèves ont péri et 79 ont été blessées dans l'incendie en pleine nuit d'un dortoir dans un pensionnat de filles au Kenya, a annoncé jeudi le gouvernement, indiquant que les causes du feu étaient pour l'heure inconnues. Beaucoup d'élèves sont en pension au Kenya, héritage des missionnaires et de la colonisation britannique. Le pays d'Afrique de l'Est a déjà connu de très nombreux incendies meurtriers dans les dortoirs de ses établissements scolaires - plus d'une douzaine recensés depuis 2024. Le phénomène, causé tantôt par la vétusté des installations, tantôt par les élèves eux-mêmes, avait atteint des records en 2016, quand 117 incendies volontaires avaient frappé des établissements d'enseignement secondaire en à peine trois mois. Le feu s'est déclaré au second niveau d'un dortoir de l'école de filles Utumishi, a déclaré à la presse le ministre kenyan de l'Education Julius Ogamba, depuis l'établissement situé dans la ville de Gilgil, à une centaine de kilomètres de Nairobi.



## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### UN AÏD EST PASSÉ

Une autre fête s'est éteinte, différente des précédentes dans un monde sérieusement déphasé, comme si l'écho répétitif du grand tocsin du temps éternel donne l'air de s'amplifier. Réaffirmer que la sérénité générale est intimidée est inutile car l'inquiétude et le gêne sont de plus en plus au menu à chaque fois que le temporel apporte avec lui des repères de profondes contrariétés.

On se rend compte que le monde est pris en otage. Les guerres se multiplient pour indiquer que bien de grandes causes sont perdues.

Le sain festolement des temps reculés ne peut s'empêcher de chasser un goût amer pour réclamer aux âmes bien nées

de la retenue. De gré ou de force, l'espace d'un jour ou de quelques heures, les consciences sont interpellées. Les uns s'y soumettent, d'autres au contraire les piétinent sans réserve.

Mais l'avantage que procurent les fêtes sacrées est qu'elles rappellent la nécessité de s'armer d'humilité pour que les âmes gagnent en richesse et en hauteur et pour que les fidèles soient conscients de leur vulnérabilité. Les bienfaits des Aïds sont dans la faculté de dresser les parallèles des existences humaines où la misère et le besoin, les injustices, la cupidité, la vanité, la rapine,

l'égoïsme s'appliquent pour s'entremêler coûte que coûte et forcer à la dépravation de l'humanité. Fête, mais aussi halte et arrêt sur image pour jauger les intersections d'une vie, et malgré la satisfaction trop individuelle d'être encore vivant s'en aller faire le décompte de tout ce qui n'est plus.

Les joies et les regrets se confondent, semblant persuader que la vie ne serait en définitive que survie.

Us et coutumes, culture, fortes amitiés, parents proches disparus et peines viennent ressasser qu'une ère n'a fait que passer. Une autre tambourine avec puissance pour la remplacer. On se convint alors que les profils humains se reconfigurent pour on ne sait quoi annoncer.